

VOLUME 1

RAPPORT AU PARLEMENT SUR L'AIDE INTERNATIONALE DU GOUVERNEMENT DU CANADA

2022-2023



Référence photographique de la page couverture : © UNICEF/UNI488035/Dabaan

This publication is also available in English under the title: *Report to Parliament on the Government of Canada's International Assistance 2022-2023*.

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d'Affaires mondiales Canada.

Pour plus d'informations, contactez :

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Canada

Téléphone :
1 800 267-8376 (sans frais au Canada)
613 944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le numéro 613 944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre du Développement international, 2024

N° de cat. FR2-28F-PDF





Message du ministre du Développement international et de la ministre des Affaires étrangères

Nous avons le plaisir de présenter le *Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2022-2023*.

Il est important de reconnaître que malgré l'accent mis sur les résultats de l'exercice 2022-2023, au cours des 12 derniers mois, des personnes et des communautés du monde entier ont lutté contre les effets dévastateurs des conflits nouveaux et continus, notamment en Ukraine, à Gaza et au Soudan, ainsi qu'avec les retombées accablantes de catastrophes climatiques à grande échelle. Par conséquent, nous reconnaissons que des événements géopolitiques récents et émergents ont engendré de nouveaux besoins humanitaires et peuvent avoir influencé les projets et les résultats présentés dans ce rapport.



En 2022-2023, la [Politique d'aide internationale féministe](#) (PAIF) du Canada a continué d'orienter la mise en œuvre du programme fédéral d'aide internationale du Canada, qui a totalisé 15,5 milliards de dollars en 2022-2023. Cela a été particulièrement important au cours d'une année où des efforts délibérés ont été déployés pour faire reculer les progrès en matière d'égalité des genres et de droits des femmes, des filles et des membres des communautés 2ELGBTQI+. En réponse, des initiatives phares telles que le [programme Voix et Leadership des Femmes](#) ont soutenu des organisations de femmes dans les pays en développement afin de parvenir à l'égalité des genres, de soutenir les femmes et les filles, ainsi que toutes les personnes marginalisées, et de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Le Canada s'est engagé à promouvoir une approche inclusive et fondée sur les droits de la personne dans la manière dont l'aide internationale est fournie. Les principes de participation et d'inclusion, d'égalité et de non-discrimination, ainsi que de transparence et de responsabilité sont intégrés dans tous les aspects de notre aide internationale.

Nous continuons à collaborer avec les acteurs locaux et internationaux du développement afin d'intégrer des approches novatrices, des leçons apprises et de bonnes pratiques en matière d'aide internationale à l'échelle locale. Nous reconnaissons que les partenariats avec les institutions multilatérales, les gouvernements nationaux et infranationaux, les communautés locales, la société civile, le secteur privé, les universités et les partenaires autochtones sont essentiels pour atteindre nos objectifs communs d'éradication de la pauvreté et d'établissement d'un monde plus prospère, plus pacifique et plus résilient.



Dans ce monde complexe et en constante évolution, nous pouvons toujours améliorer la façon dont nous communiquons aux Canadiens le travail que nous accomplissons pour promouvoir les intérêts, les priorités et les valeurs du Canada grâce à l'aide internationale. Avec ce rapport, nous avons cherché à consolider les rapports sur les résultats de l'aide internationale, conformément aux recommandations de la vérificatrice générale du Canada, afin de présenter les résultats des projets financés par rapport aux objectifs fixés dans la PAIF.

Alors que 2022-2023 a marqué la mi-parcours du Programme 2030 et de ses 17 objectifs de développement durable, nous sommes restés déterminés à faire en sorte que l'aide internationale du Canada soutienne les efforts visant à réduire la pauvreté et à créer de véritables possibilités pour les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées du monde, tout en promouvant la paix et la sécurité internationales. Ce n'est que par une action accélérée que nous atteindrons ces objectifs, et le Canada s'est pleinement engagé à le faire en collaboration avec ses partenaires.

L'honorable Ahmed Hussen
Ministre du Développement international

L'honorable Mélanie Joly
Ministre des Affaires étrangères





Message de la vice-première ministre et ministre des Finances

L'an dernier encore, le Canada a pris des mesures concrètes pour rendre le monde plus sûr et meilleur pour tous et toutes. Ces mesures ont permis au Canada de canaliser son aide internationale vers l'édification d'un monde plus juste, plus sûr, plus inclusif et plus durable.

Le Canada a fait preuve de leadership en améliorant l'accès au financement concessionnel pour les personnes qui en ont le plus besoin. Le Canada a appuyé la création du nouveau Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international (FMI), qui fournit du financement aux économies vulnérables et à faible revenu afin de renforcer leur résilience aux chocs externes, y compris la préparation en cas de pandémie et les changements climatiques. Durant la période de rapport, le Canada est devenu l'un des premiers pays à apporter une contribution à ce nouveau fonds. Cette contribution équivaut à 2,4 milliards de dollars. Cela s'ajoute à la récente contribution de 1 milliard de dollars que le Canada a versée au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI, qui offre du soutien financier à des pays à faible revenu. Le Canada appuie fermement les efforts multilatéraux de lutte contre les changements climatiques partout dans le monde.



Alors que les Ukrainiennes et les Ukrainiens continuaient de résister à la guerre d'agression illégale et injustifiable de la Russie, le Canada continuait de les appuyer dans leur lutte pour défendre la liberté, la démocratie et leur patrie. Le Canada a milité en faveur de la création du compte administré pour l'Ukraine du FMI et a été le premier pays à s'en servir. Au 31 mars 2023, le Canada avait versé un total de 4,35 milliards de dollars dans ce compte sous forme de prêts au profit de la population ukrainienne. L'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas ont également effectué des contributions. Le Canada a également appuyé la création du nouveau guichet « chocs alimentaires » du FMI pour permettre à l'Ukraine et à d'autres pays admissibles touchés par la guerre de la Russie d'avoir accès à un financement d'urgence. Enfin, avec l'appui du Canada et de ses alliés, l'Ukraine a pu obtenir un important programme de financement sur quatre ans auprès du FMI, d'une valeur de 15 milliards de dollars américains. Le Canada accompagnera toujours l'Ukraine et son peuple dans leur combat, et il continuera de leur offrir son soutien aussi longtemps qu'il le faudra.

De plus, en mars 2023, le Canada a fourni 115 millions de dollars pour aider à réparer le réseau électrique de Kyïv. En prenant cet engagement envers l'Ukraine par l'entremise du Fonds fiduciaire multidonateurs de la Banque mondiale pour l'aide, le redressement, la reconstruction et la réforme de l'Ukraine, le Canada est devenu le premier pays du G7 à respecter l'engagement pris par les dirigeants du G7 en juin 2022 d'explorer les possibilités d'utiliser les revenus perçus au moyen de mesures tarifaires contre la Russie pour aider l'Ukraine. De plus, le Canada a collaboré avec ses partenaires pour accorder à Naftogaz, la société gazière d'État ukrainienne, un prêt de 300 millions d'euros par l'entremise de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement pour aider à maintenir le chauffage et l'éclairage en Ukraine pendant les hivers.



Je suis également fière du rôle de chef de file que le Canada a joué dans l'avancement d'importantes réformes visant à doter les institutions financières internationales, comme le Groupe de la Banque mondiale, de moyens plus efficaces pour relever les défis de taille que doivent surmonter les pays en développement, qu'il s'agisse des changements climatiques, de la perte de biodiversité, de la fragilité ou des conflits. Le Canada participe activement aux efforts multilatéraux pour veiller à ce que chaque dollar de financement soit utilisé le plus efficacement possible pour le développement durable.

Je suis heureuse de présenter, de concert avec l'honorable Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères et l'honorable Ahmed Hussen, ministre du Développement international, le *Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2022-2023*.

L'honorable Chrystia Freeland
Vice-première ministre et ministre des Finances



Table des matières

Résumé et points saillants	8
Décassements du gouvernement du Canada au titre de l'aide internationale et de l'aide au développement officielle par organisation, 2022-2023	10
Un paysage de l'aide internationale en évolution	12
Le Canada à l'œuvre dans le monde : l'aide internationale en action	14
• Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles	15
• Dignité humaine : santé et nutrition	23
• Dignité humaine : éducation	33
• Dignité humaine : action humanitaire sensible au genre	40
• La croissance au service de tous	46
• Environnement et action pour le climat	53
• Gouvernance inclusive	65
• Paix et sécurité	74





Résumé et points saillants

Le rapport sur l'aide internationale est le rapport le plus complet du gouvernement du Canada sur l'aide internationale fédérale. Il reflète les efforts collectifs d'Affaires mondiales Canada et de 20 autres ministères fédéraux pour fournir une aide internationale en collaboration avec un large éventail de partenaires internationaux et locaux. Le Canada est reconnaissant de la collaboration, du dévouement et des services de tous ses partenaires, en particulier ceux qui travaillent dans des situations de conflit.

Malgré les efforts collectifs, les résultats obtenus en matière d'assistance internationale peuvent être réduits, voire anéantis, dans le contexte de catastrophes humanitaires ou de catastrophes causées par l'activité humaine. En particulier, le Canada reconnaît que les conflits en cours en Ukraine, au Soudan et à Gaza, ainsi que le retour des talibans en Afghanistan, ont un effet dévastateur sur les populations et les infrastructures et, ultimement, des conséquences négatives sur la durabilité des investissements du Canada en matière d'aide internationale dans ces régions.

Ce rapport est complété par le deuxième examen national volontaire de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) du Canada, qui a été présenté au Forum politique de haut niveau pour le développement durable des Nations Unies en juillet 2023. Le Programme 2030 fournit un plan directeur pour relever les défis les plus pressants d'aujourd'hui, qu'il s'agisse d'atteindre l'égalité des genres et de protéger la planète, d'assurer l'égalité d'accès à l'éducation et aux soins de santé ou de construire des économies plus résilientes.

Le Canada reste fermement engagé en faveur de l'apprentissage, de l'innovation et de l'élargissement des partenariats pour réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies et ses 17 ODD.

Ces dernières années, les progrès mondiaux vers la réalisation des ODD ont été entravés par des crises simultanées, telles que la pandémie de COVID-19, de nombreux conflits prolongés, les changements climatiques, l'inflation élevée et l'insécurité alimentaire. En tant que coprésident du [Groupe des défenseurs des ODD](#), le premier ministre Trudeau s'est efforcé de susciter un regain d'intérêt pour la réalisation de ces objectifs.

En 2022-2023, le gouvernement du Canada a continué d'orienter son aide internationale vers les communautés et les personnes qui en ont le plus besoin en fournissant 15,5 milliards de dollars à des millions de personnes dans le monde. Cette aide a permis de sauver des vies et d'apaiser la souffrance en promouvant l'égalité des genres, en réduisant la pauvreté et en construisant et promouvant la paix et la sécurité.

Ce rapport présente les résultats et les histoires de changement créés en 2022-2023 par les partenaires du monde entier. Le rapport est organisé conformément à la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) et à ses six champs d'action : [l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles](#), [la dignité humaine \(qui comprend la santé, la nutrition, l'éducation et l'action humanitaire sensible au genre\)](#), [la croissance au service de tous](#), [l'environnement et l'action pour le climat](#), [la gouvernance inclusive](#) et [la paix et la sécurité](#).



Le fait de protéger les droits des femmes et des filles et de leur permettre d'être des acteurs du changement est un moyen efficace de construire un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère. L'année dernière, la quasi-totalité de l'aide bilatérale au développement international du Canada a ciblé ou intégré l'égalité des genres. En 2022-2023, l'aide au développement international du Canada a aidé des organisations partenaires à progresser afin que davantage de femmes et de filles puissent avoir accès aux services de santé dont elles ont besoin et à l'éducation qu'elles méritent. Le Canada a soutenu des initiatives qui ont renforcé la capacité des partenaires locaux à participer activement aux consultations menées par le gouvernement sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, et à influencer le changement de politique dans ce domaine. Une adolescente sur trois vivant dans la pauvreté n'a jamais mis les pieds dans une salle de classe. Le Canada a continué à contribuer à remédier à cette inégalité en œuvrant à la transformation des systèmes éducatifs dans les pays en développement. Par exemple, le Canada aide à renforcer les systèmes éducatifs dans plus de 90 pays partenaires au moyen du [Partenariat mondial pour l'éducation](#).

En s'associant à des organisations humanitaires expérimentées et dignes de confiance, le gouvernement du Canada a continué à répondre aux besoins humanitaires accrus dans le monde en 2022-2023. Grâce à son travail avec les partenaires de l'ONU, les ONG et le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Canada a fourni plus de 1,3 milliard de dollars d'aide humanitaire en 2022-2023 et a contribué à aider et à protéger quelque 29 millions de réfugiés. Le Canada a continué à contribuer à l'amélioration du bien-être et des droits économiques des personnes les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles. Par exemple, en 2022-2023, les investissements du Programme d'innovation en aide internationale (PIAI) ont contribué à créer des emplois pour les femmes en finançant des micro-, petites et moyennes entreprises en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

L'aide internationale du Canada a également permis de soutenir directement les personnes touchées par les catastrophes naturelles causées par les changements climatiques. Par exemple, le programme de lutte contre les changements climatiques mis en place par le Canada avec la Société financière internationale a amélioré l'accès aux énergies renouvelables pour plus de 4 millions de personnes, réduisant ainsi les émissions d'équivalent CO₂ de deux mégatonnes par an. Le Canada continue de défendre et de promouvoir la protection des droits de la personne et la gouvernance démocratique inclusive avec des initiatives telles que le programme d'aide internationale pour les personnes LGBTQ2I, qui vise à améliorer les droits de la personne et l'inclusion socio-économique des populations LGBTQ2I+.

En 2022-2023, le Canada a également soutenu environ 716 projets dans 124 pays par l'intermédiaire du Fonds canadien d'initiatives locales, sous chaque champ d'action de la PAIF. Le monde connaît actuellement le plus grand nombre de conflits violents depuis la Seconde Guerre mondiale et les efforts du Canada pour construire un monde plus sûr sont plus importants que jamais. En 2022-2023, le Canada a poursuivi ses efforts en faveur de l'intégration des [Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats](#) dans l'ensemble des politiques et du matériel de formation des Nations Unies. Ces efforts ont renforcé la capacité du personnel de l'ONU à protéger et à promouvoir les droits de l'enfant dans les conflits armés.

Bien que les efforts de développement international déployés par le Canada en 2022-2023 aient contribué à améliorer la vie de millions de personnes, il reste encore beaucoup à faire, et ce projet impliquera les partenaires du Canada et le travail qu'ils accomplissent dans le monde entier. Pour obtenir les derniers rapports d'évaluation sur l'aide au développement international du Canada, nous vous invitons à visiter la [page Web des évaluations des programmes et des projets](#) d'Affaires mondiales Canada. Pour en savoir plus sur les efforts du Canada en matière d'aide internationale, nous vous invitons à visiter la [page Web du financement canadien d'initiatives internationales](#).





Référence photographique : © UNICEF/UN0663897/Schermbrucker, Zambie

Décassements du gouvernement du Canada au titre de l'aide internationale et de l'aide au développement officielle par organisation, 2022-2023

Le gouvernement du Canada a déboursé 15,5 milliards de dollars d'aide internationale en 2022-2023, dont l'aide publique au développement (APD) représentait 76 %, soit 11,8 milliards de dollars. En 2022-2023, plus de 2 900 projets d'aide internationale ont été mis en œuvre dans le monde. Chaque projet varie en taille, en complexité et en durée. Vous trouverez ci-dessous les efforts d'assistance internationale du Canada en 2022-2023, classés par champ d'action. [Le Rapport statistique sur l'aide internationale](#) fournit de plus amples détails sur l'aide internationale et les dépenses d'APD.

Le gouvernement du Canada a fourni une aide internationale par l'intermédiaire de 21 organisations fédérales.

Montant versé (en millions de dollars) par chacune des 21 organisations fédérales :

Aide internationale canadienne 2022-2023				
Ministère/source	Aide internationale	dont		
		Programmes financés par l'enveloppe de l'aide internationale (EAI)	ADO : LRADO	APD : CAD de l'OCDE*
Ministères faisant rapport en vertu de la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle (LRADO)				
Affaires mondiales Canada	6 978,22	6 927,44	6 708,38	6 708,38
Ministère des Finances Canada**	6 360,15	5 860,15	2 906,07	2 906,07
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada***	1 705,33	1,84	1 705,33	1 705,33
Centre de recherches pour le développement international	180,04	180,04	180,04	180,04
Agence de la santé publique du Canada	181,09	-	181,09	181,09
Environnement et Changement climatique Canada	52,02	40,85	52,02	52,02
Gendarmerie royale du Canada	15,48	15,48	14,57	14,57
Instituts de recherche en santé du Canada	14,51	-	14,51	14,51



Agence du revenu du Canada	6,20	4,01	6,20	6,20
Ministère de la Défense nationale	8,47	-	8,47	8,47
Emploi et Développement social Canada – Programme du travail	6,86	-	6,86	6,86
Parcs Canada	0,78	-	0,78	0,78
Ressources naturelles Canada	4,75	4,60	4,75	4,75
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	0,94	-	0,94	0,94
Postes Canada – Contribution à l'Union postale universelle	0,44	-	0,44	0,44
Statistique Canada	0,16	-	0,16	0,16
Agence spatiale canadienne	0,11	-	0,11	0,11
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,03	-	0,03	0,03
Musée canadien de la nature	0,01	-	0,01	0,01
Commission de la fonction publique du Canada	0,01	-	0,01	0,01
Transports Canada****	0,00	-	0,00	0,00
Services reçus gratuitement par Affaires mondiales Canada	25,23	10,70	25,23	25,23
Sous-total – Ministères faisant rapport en vertu de la LRADO	15 540,82	13 045,12	11 815,99	11 815,99
Pourcentage de l'aide internationale		84 %	76 %	76 %
Autres ministères, sources				
Coût pour les réfugiés au Canada (première année) – Provinces et territoires	461,03	-	-	461,030
Provinces, territoires et municipalités	48,03	-	-	48,03
Sous-total – Autres ministères ou sources	509,06	-	-	509,06
Total	16 049,89	13 045,12	11 815,99	12 325,05
Pourcentage du total de l'aide internationale		81 %	74 %	77 %

* CAD de l'OCDE : Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Les chiffres de la colonne « APD : CAD de l'OCDE » sont présentés en fonction de l'exercice en dollars canadiens afin de pouvoir comparer les rapports établis en vertu de la LRADO avec les données déclarées au CAD de l'OCDE. Dans les rapports qu'il présente au CAD de l'OCDE, le Canada déclare ses chiffres en fonction de l'année civile en dollars américains. Ils figurent dans ce tableau à titre indicatif seulement. La LRADO prévoit que les ministères doivent faire état de leurs décaissements bruts, tandis que le CAD de l'OCDE fait état des décaissements sur la base de l'équivalent-subvention. Les remboursements de prêts sont inscrits au tableau A à titre indicatif.

** En 2022-2023, le ministère des Finances du Canada a accordé une aide sous forme de prêt de 4,85 milliards de dollars à l'Ukraine pour l'aider à répondre à ses besoins urgents en matière de balance des paiements et à soutenir sa stabilité macroéconomique. Conformément aux lignes directrices du CAD de l'OCDE en matière d'établissement de rapports, seul l'équivalent-subvention de ces prêts est déclaré comme ADO dans le cadre de la LRADO et de l'OCDE.

*** Inclut les coûts pour les réfugiés au Canada (1^{ère} année) et pour d'autres projets. Conformément aux lignes directrices du CAD de l'OCDE, la première année de l'aide fédérale et provinciale aux réfugiés doit être déclarée comme ADO. L'augmentation exceptionnelle pour l'exercice 2022-2023 est le résultat d'un plus grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile réinstallés, ainsi que de la mise en place de l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine.

**** Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions de dollars canadiens; les contributions de Transports Canada pour 2022-2023 sont donc chiffrées à 0. Ses contributions en 2022-2023 se sont élevées à 4 000 dollars.





Référence photographique : © ONU Femmes, Maroc

Un paysage de l'aide internationale en évolution

Après des décennies de progrès sans précédent en matière de développement mondial, les effets conjugués de la pandémie de COVID-19, des changements climatiques et des conflits dans le monde ont ralenti, voire inversé, de nombreux progrès en matière de développement. La crise climatique et les conflits en cours contribuent aux taux élevés de la faim dans le monde. En 2022, environ 735 millions de personnes souffraient de la faim, soit 122 millions de plus qu'avant la pandémie de COVID-19. Face à ces défis, le Canada aide à établir des partenariats et des communautés plus résilientes afin de soutenir les résultats du développement pour les populations les plus pauvres et les plus marginalisées. Par exemple, nous nous concentrons sur la prestation d'une aide internationale qui soutient des systèmes alimentaires adaptés au climat afin de répondre aux besoins de ceux qui sont touchés de manière disproportionnée par l'insécurité alimentaire.

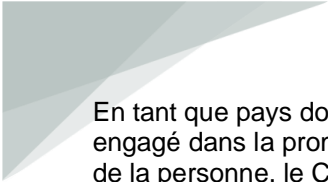
La montée de l'autoritarisme dans un certain nombre de pays menace les institutions démocratiques, réduit l'espace civique et accroît la polarisation politique. De même, les progrès en matière de promotion de l'égalité des genres et des droits de la personne sont au point mort et reculent même dans de nombreux pays et régions. Le Canada et d'autres gouvernements et partenaires d'optique commune travaillent sur de nombreux fronts pour contrer ces tendances. À l'échelle nationale, le Canada soutient les acteurs du changement qui amplifient la voix des personnes marginalisées, et dans les organisations multilatérales, le Canada promeut les valeurs fondamentales des droits de la personne et de l'inclusion.

Les événements survenus dans le monde au cours des 12 derniers mois sont une source de préoccupation en ce qui concerne le maintien des résultats des programmes de développement du Canada. Les résultats obtenus dans différents contextes peuvent malheureusement être anéantis par des catastrophes humanitaires, environnementales ou causées par l'activité humaine. Les conflits en cours en Ukraine, au Soudan et à Gaza, ainsi que le retour des talibans en Afghanistan, ont un effet dévastateur sur les populations et les infrastructures et, ultimement, des conséquences négatives sur la durabilité des investissements du Canada en matière d'aide internationale. Il convient toutefois de noter que si les résultats de l'aide internationale peuvent être limités parce que les projets ont été suspendus, les activités et les résultats antérieurs peuvent avoir, et ont souvent, un effet durable sur la vie des gens, qui ne peut être annulé par des événements isolés.



L'évolution du paysage des donateurs

Les inégalités croissantes au sein des pays et d'un pays à l'autre soulèvent la question de savoir qui façonne et bénéficie de l'aide internationale. Les pays en développement réclament à leur tour des réformes des organisations internationales dont beaucoup sont restées inchangées depuis leur création peu après la Seconde Guerre mondiale. Ces pays soulignent les inégalités structurelles qui existent depuis longtemps dans le système multilatéral international et qui restreignent leur voix, leur influence et leurs intérêts. En conséquence, il y a une volonté de faire entendre la voix des pays en développement au sein de ces organisations.



En tant que pays donateur féministe engagé dans la promotion des droits de la personne, le Canada examine activement comment l'aide internationale peut mieux soutenir des partenariats plus équitables, fondés sur le respect des priorités locales et sur un développement mené à l'échelle locale.

Les donateurs et les pays en développement sont particulièrement préoccupés par l'état actuel de l'architecture financière internationale, c'est-à-dire les mécanismes de gouvernance qui garantissent la stabilité des systèmes monétaires et financiers mondiaux. Des organisations telles que le Groupe de la Banque mondiale et les banques régionales de développement ont été de plus en plus critiquées sur leur incapacité à répondre de manière adéquate aux besoins financiers des pays en développement. Le Canada reconnaît que des réformes des systèmes multilatéraux sont nécessaires pour soutenir un développement plus inclusif et durable. Dans cette optique, l'approche du Canada pour une aide internationale en constante évolution reconnaît que l'efficacité de l'aide repose sur des partenariats solides qui favorisent la collaboration et l'inclusion, et promeuvent des solutions innovantes pour répondre aux besoins mondiaux actuels et veiller à ne laisser personne de côté.

En savoir plus sur ce thème

- [Déclaration de l'honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances lors de la 48^e réunion du Comité monétaire et financier international](#)
- [Déclaration de la vice-première ministre lors de la 108^e réunion du Comité de développement](#)
- [Déclaration des donateurs sur le soutien au développement local](#)
- [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#)
- [Progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2023](#)
- [Stratégie nationale du Canada pour le Programme 2030 : Aller de l'avant ensemble](#)
- [Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030](#)
- [Examen national volontaire 2023 du Canada – Une démarche continue à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'atteinte des objectifs de développement durable](#)
- [Les défenseurs des ODD](#)
- [Objectifs de développement durable des Nations Unies – Financement pour le développement](#)
- [Cadre d'indicateurs canadien lié aux objectifs de développement durable](#)
- [La Stratégie fédérale de développement durable](#)
- [Semaine du développement international](#)
- [La Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe](#)





Référence photographique : © UNFPA, Égypte

Le Canada à l'œuvre dans le monde : l'aide internationale en action

Grâce à son aide internationale, le Canada contribue à sauver des vies et à apaiser la souffrance en s'efforçant de réduire la pauvreté, de créer de nouvelles possibilités pour les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées du monde, et de construire et de promouvoir la paix et la sécurité. Son aide internationale se concentre particulièrement sur le renforcement des droits des femmes et des filles et sur la réalisation de l'égalité des genres.

La Politique d'aide internationale féministe (PAIF) est la politique globale qui guide les programmes de l'assistance internationale du Canada. Elle comprend six politiques de champs d'action : [l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles](#), [la dignité humaine \(qui comprend la santé, la nutrition, l'éducation et l'action humanitaire sensible au genre\)](#), [la croissance au service de tous](#), [l'environnement et l'action pour le climat](#), [la gouvernance inclusive](#) et [la paix et la sécurité](#). Les programmes de l'aide internationale du Canada sont conçus pour obtenir des résultats concrets à l'appui des besoins et des priorités stratégiques des pays partenaires, et conformément au Programme 2030, aux objectifs de développement durable et aux accords mondiaux sur l'efficacité du développement. Le Canada adopte une approche intégrée de l'aide internationale qui complète ses efforts en matière de commerce mondial et de diplomatie.

Le Canada fournit son aide internationale par l'intermédiaire de projets mis en œuvre par un éventail de partenaires canadiens et internationaux. Lors de la conception des projets, Affaires mondiales Canada et ses partenaires sont guidés par la PAIF et ses six politiques de champs d'action. Le fait de comprendre comment un projet d'aide internationale devrait être en mesure d'obtenir des résultats en principe est assez différent de l'obtention efficace de résultats sur le terrain. Cela dit, l'aide internationale du Canada contribue au développement durable, projet par projet. Au fil du temps, l'objectif est d'utiliser ces rapports annuels pour agréger les résultats des projets et fournir une comptabilité plus complète des résultats obtenus par secteur et par zone géographique.

Il est important de noter que ce rapport n'est pas conçu pour fournir un compte rendu exhaustif de toutes les activités ou de tous les résultats obtenus grâce aux investissements du Canada dans le domaine de l'aide internationale. En revanche, il présente une sélection de résultats obtenus en 2022-2023. Dans l'ensemble, en 2022-2023, les ministères et agences fédéraux du Canada ont déboursé 15,5 milliards de dollars pour 2 900 projets (pour en savoir plus, veuillez consulter la section [Tableau de bord DonnéesDev](#)). Des renseignements sur les projets mis en œuvre dans le cadre des efforts d'aide internationale du Canada sont disponibles sur la page Web de la [Banque de projets](#).

Les sections suivantes comprennent une sélection des résultats obtenus grâce à l'aide internationale du Canada au cours de la période 2022-2023, qui sont présentés par champ d'action de la PAIF et les résultats attendus et pistes d'action associés. Chaque section du rapport comprend une vue d'ensemble des défis auxquels l'aide internationale du Canada a répondu, y compris les principaux investissements canadiens, suivie d'exemples de résultats réalisés dans les pays ou les régions où le Canada a fourni son aide. Des histoires de changement sont présentées tout au long du rapport afin de mettre en lumière des exemples de la manière dont le Canada a eu un effet direct sur la vie des personnes.





Référence photographique : © GRC, Australie

Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles

Objectifs de développement durable



La promotion de l'égalité des genres et du renforcement du pouvoir des femmes et des filles est essentielle pour progresser vers la réduction de la pauvreté et le développement durable. Pour cela, il s'agit de favoriser un environnement propice, exempt de violence sexuelle et fondée sur le genre, dans lequel prospèrent des mouvements diversifiés et inclusifs de défense des droits des femmes, et dans lequel les organisations soutiennent le renforcement du pouvoir économique, politique et social des femmes et des filles dans toute leur diversité. Toutefois, ces dernières années, des efforts organisés et concertés ont été déployés pour saper les efforts mondiaux visant à faire progresser l'égalité des genres et les droits de la personne des femmes, des filles et des membres des communautés 2ELGBTQI+. En outre, les situations de crise dans le monde sont de plus en plus souvent associées à de la violence sexuelle et fondée sur le genre accrue.

L'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles constituent le principal champ d'action de la PAIF et un axe stratégique de tous les efforts d'aide internationale du Canada. Si l'on tient compte des efforts déployés dans tous les champs d'action, la quasi-totalité (98 %) de l'aide bilatérale au développement international du Canada au cours de la période couverte par le présent rapport visait ou intégrait l'égalité des genres.

En mars 2023, pour le quatrième rapport annuel consécutif, le Canada a été classé dans les premiers rangs des donateurs de l'OCDE pour sa part d'aide soutenant l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles.

De plus, pour illustrer le leadership du Canada dans ce domaine, en septembre 2022, le Canada a joué un rôle actif dans la création de l'Alliance pour les mouvements féministes. L'objectif de ce nouveau partenariat multipartite est de mobiliser un soutien financier et politique accru, amélioré et durable en faveur des organisations de défense des droits de la femme et des mouvements féministes dans le monde. En tant que coprésident, le Canada a contribué à créer des partenariats avec plus de 375 membres issus d'organisations et de fonds de la société civile féministe, de la philanthropie privée, de gouvernements nationaux et d'autres alliés.

En 2022-2023, le Canada a investi 241 millions de dollars en aide internationale dans le champ d'action de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, dont 238 millions de dollars en aide au développement officielle. Ce champ d'action vise à contribuer à une **meilleure**



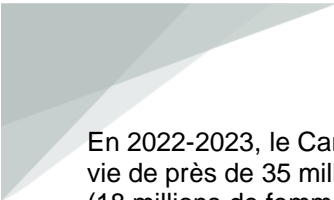
jouissance des droits fondamentaux des femmes et des filles et égalité des genres pour toutes les femmes et tous les hommes, les filles et les garçons, en particulier les plus pauvres, les plus marginalisés et les plus vulnérables, dans les pays où le Canada est présent. Pour ce faire, le Canada soutient plusieurs projets et initiatives qui visent à obtenir des résultats dans le cadre des pistes d'action suivantes :

- lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris les mariages d'enfants, les mariages précoces ou forcés, ainsi que la mutilation génitale féminine ou l'excision;
- soutenir et renforcer les organisations et mouvements de femmes afin que ceux-ci parviennent à produire des changements dans leurs pays respectifs;
- appuyer l'élaboration de politiques et la mise en œuvre de programmes visant l'égalité des genres, et qui se fondent sur des données probantes.

Des exemples de résultats obtenus dans le cadre des pistes d'action susmentionnées sont présentés ci-dessous.

Point de mire sur les réussites

Prévenir et combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre



En 2022-2023, le Canada a amélioré la vie de près de 35 millions de personnes (18 millions de femmes, 9 millions d'hommes et 8 millions de personnes dont le sexe n'a pas été indiqué) en aidant à prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre (y compris les mariages d'enfants, les mariages précoces ou forcés, ainsi que la mutilation génitale féminine ou l'excision), à y répondre et à y mettre fin.

Par exemple, la contribution du Canada (plus de 1,3 million de dollars, 2019-2024) à [Digna, le centre d'expertise canadien Digna pour la prévention de l'exploitation et des abus sexuels \(qui est hébergé par Coopération Canada\)](#) a soutenu 109 organisations de la société civile canadienne en leur fournissant la formation, les outils et les partenariats nécessaires pour améliorer la façon dont elles préviennent l'exploitation et les abus sexuels, et luttent contre ceux-ci dans le cadre de leur prestation d'aide internationale aux pays partenaires. En conséquence, plus de 75 % de ces organisations ont déclaré avoir intégré la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, en particulier des femmes et des filles, dans leurs politiques et programmes en 2022-2023, soit une augmentation de 11 % par rapport à l'année précédente.

Par l'intermédiaire du [Programme mondial UNFPA-UNICEF pour mettre fin au mariage des enfants](#) (30 millions de dollars, 2019-2023), le Canada a aidé 16 millions de personnes dans des ménages de 12 pays à participer à des discussions communautaires sur les conséquences du mariage des enfants et les solutions de rechange. Le pouvoir de 6,3 millions d'adolescentes a été renforcé par des interventions portant sur les compétences de vie et une éducation sexuelle complète, dispensées dans des espaces sûrs pour les adolescents au sein des communautés et des écoles. Au Népal, par exemple, parmi les 57 000 filles âgées de 15 à 19 ans qui ont participé au programme d'éducation sur les compétences de vie, 64 % ont déclaré qu'elles étaient plus à même de repousser l'âge de leur mariage et de s'exprimer sans crainte.



En Irak, le soutien continu du Canada à deux programmes – la [Gouvernance améliorée pour des conditions de vie meilleures pour les Irakiennes les plus vulnérables](#) (FNUAP, 5 millions de dollars, 2018-2021) et [Renforcer le pouvoir des femmes irakiennes sur le marché du travail](#) (Partners Global, près de 4 millions de dollars, 2019-2023) – ont permis de progresser dans la lutte contre la violence fondée sur le genre. Le premier projet a permis à 67 982 femmes et filles d'accéder aux services de lutte contre la violence fondée sur le genre. Il a également établi deux centres de protection des femmes gérés par le gouvernement et renforcé les capacités du système judiciaire et des agents des forces de l'ordre en matière de réponse à la violence fondée sur le genre, ainsi que celles des spécialistes de la violence fondée sur le genre et des gestionnaires des dossiers. Le second projet a sensibilisé les femmes à leurs droits sur le lieu de travail et leur a appris la manière de gérer les cas de harcèlement et de discrimination sur le lieu de travail. En conséquence, les données préliminaires montrent que 76 % (93/121) des femmes qui ont suivi la formation et qui ont été victimes de harcèlement ont par la suite pris des mesures juridiques ou administratives.

Au Maroc, le soutien du Canada à un [projet d'ONU Femmes](#) (3,5 millions de dollars, 2018-2023) fait évoluer les normes et les pratiques sociales en matière de violence fondée sur le genre. Le projet a soutenu la mise en œuvre d'un projet de loi gouvernemental visant à lutter contre la violence fondée sur le genre et a aidé le gouvernement marocain à organiser des campagnes de sensibilisation dans les centres urbains. Il a également permis de restructurer 674 centres d'accueil et de soins pour femmes victimes de violence, et de former 30 formateurs à l'accueil et au soin des victimes (ce qui, à son tour, a permis de former 440 autres policiers à ce jour). Cette formation a permis à la police marocaine de mieux redéployer ses agents pour répondre aux cas de violence fondée sur le genre.

En 2022-2023, le Canada a contribué à soutenir une approche centrée sur les survivants pour lutter contre la violence fondée sur le genre en Mongolie. En particulier, le projet [Renforcement des interventions liées à la violence fondée sur le sexe en Mongolie](#) (2,9 millions de dollars, 2019-2022) de l'Organisation internationale du droit du développement a permis aux victimes de violences domestiques et fondées sur le genre de se faire entendre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des programmes. Par exemple, le projet a organisé plus de 300 séances et ateliers communautaires dans tout le pays en collaboration avec 30 organisations de la société civile (OSC) mongoles. Ces séances et ateliers ont permis d'éduquer quelque 6 600 participants, dont 71 % étaient des femmes, et de les sensibiliser à la lutte contre les causes profondes de la violence domestique et de la violence fondée sur le genre. Elles ont également permis aux OSC de cerner les cas de violence et aux participants d'interagir directement avec les représentants des OSC après l'événement. Grâce à ces interactions, 2 353 victimes ont reçu des conseils juridiques de base et ont été orientées vers des services d'aiguillage.

En Cisjordanie et à Gaza, les projets financés par le Canada en 2022-2023 ont contribué à promouvoir les droits des femmes et des filles, y compris la prévention et la réponse à la violence sexuelle et fondée sur le genre, et l'éducation sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR). Par exemple, le projet [Éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles en Cisjordanie et Gaza](#) (ONU Femmes, 25 millions de dollars, 2018-2025) a permis à plus de 9 300 survivantes et femmes exposées à la violence d'accéder à divers services, notamment à des refuges et à des salles consacrées à la violence fondée sur le genre dans les hôpitaux, ainsi que des services multisectoriels pour les femmes victimes et celles exposées à la violence. Le projet comprenait également des campagnes de sensibilisation sur la prévalence de la violence sexuelle et fondée sur le genre, les normes sociales néfastes et les services disponibles pour les victimes et les survivants.



Fournir des refuges cruciaux aux victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre dans l'ouest de l'Ukraine

En décembre 2022, la ville de Khotyn, dans l'ouest de l'Ukraine, a ouvert le premier centre d'accueil de violence sexuelle et fondée sur le genre au pays depuis le début de l'invasion à grande échelle de la Russie. Avec le soutien du Canada pour le projet [Réaliser une percée municipale en matière de réponse efficace à la violence sexuelle et sexiste](#) (14 millions de dollars, 2021-2025) et sous l'égide du FNUAP, du gouvernement ukrainien et des municipalités des principaux oblasts (provinces), le centre d'accueil offre désormais un refuge aux femmes et aux enfants victimes de violence.

Le centre offre également un espace sécuritaire où les survivants peuvent bénéficier d'un soutien psychologique ou de conseils juridiques, d'une aide à la recherche d'emploi ou d'un soutien pour trouver un nouveau logement. Il peut accueillir jusqu'à 12 chefs de famille, ainsi que leurs enfants, pour des séjours allant jusqu'à six mois. Depuis son ouverture, il a offert un hébergement sûr et une assistance psychosociale à 28 survivants de la violence fondée sur le genre (19 femmes et neuf enfants).

« Nous nous sommes fixé un objectif ambitieux », déclare Andriy Dranchuk, maire de Khotyn. « La communauté de Khotyn doit être libérée de la violence sous toutes ses formes et mettre en place un solide réseau de services spécialisés dans la lutte contre la violence fondée sur le sexe. Un tel réseau est particulièrement important en ces temps de guerre difficiles, où beaucoup de femmes, d'hommes et d'enfants ukrainiens souffrent de la violence. »



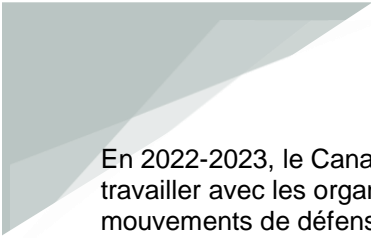
Légende : La ville de Khotyn a ouvert le premier centre d'accueil spécialisé pour les victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre en Ukraine depuis le début de l'invasion à grande échelle de la Russie.

Texte alt. : Groupe de trois hommes et deux femmes, dont l'ancienne ambassadrice du Canada en Ukraine, Larisa Galadza, qui tient un certificat. Des écriteaux se trouvent derrière eux.

Référence photographique : © FNUAP / Ukraine



Renforcer les organisations de défense des droits des femmes



En 2022-2023, le Canada a continué à travailler avec les organisations et les mouvements de défense des droits des femmes pour faire progresser les droits et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans toute leur diversité. Le Canada a soutenu plus de 2 900 organisations et réseaux de défense des droits des femmes afin de les aider à améliorer leur capacité, leur programmation et leur viabilité organisationnelles.

Par exemple, à l'aide du [Programme Voix et Leadership des Femmes](#), le Canada a fourni à plus de 1 100 organisations de défense des droits des femmes et des personnes LGBTQI+ d'une trentaine de pays un financement de base flexible et un renforcement des capacités dans des domaines essentiels à la viabilité organisationnelle, tels que la gestion financière sensible au genre, la mobilisation des ressources, les approches intersectionnelles des activités et des programmes, et les programmes d'autosoins pour aider à lutter contre le stress, les traumatismes et la santé mentale des femmes et des groupes LGBTQI+. Les projets financés par le programme en 2022-2023 ont déclaré avoir influencé quelque 150 politiques, lois et cadres à de multiples niveaux, des organisations locales aux organisations nationales.

Au [Bangladesh](#) (6,8 millions de dollars, 2019-2024), le soutien apporté par le Programme Voix et Leadership des Femmes à une organisation dirigée par des femmes transgenres a aidé la communauté hijra/transgenre à surmonter les obstacles à la participation politique. Grâce à ce soutien, la communauté a obtenu le droit de se présenter aux élections nationales en tant que candidats auto-identifiés.

En 2022-2023, l'[initiative de Fonds Égalité](#) (300 millions de dollars, 2019-2035) – un consortium du Fonds Égalité, d'Entraide universitaire mondiale du Canada et de la Toronto Foundation – a octroyé 20,5 millions de dollars à 95 organisations de défense des droits des femmes et mouvements féministes dans 84 pays en développement, les fonds étant distribués à 501 autres partenaires bénéficiaires. Cela a permis de renforcer la capacité des organisations de défense des droits des femmes à promouvoir l'égalité des genres et les droits des femmes dans les pays éligibles à l'ADO. Par exemple, en novembre 2022, le gouvernement hondurien a accepté de modifier partiellement sa politique d'interdiction de la contraception d'urgence en légalisant son utilisation pour les victimes de violences sexuelles. Le *Centro de Derechos de Mujeres* (CDM) conteste l'interdiction de ce type de contraception depuis son entrée en vigueur en 2009 en déposant des plaintes auprès du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de la Commission interaméricaine des droits de la personne. Grâce à sa contribution pluriannuelle au Fonds Égalité, qu'elle a utilisé pour soutenir sa stratégie de plaidoyer à long terme, le CDM a pu, grâce à ses premiers efforts de défense, diriger le groupe de travail stratégique qui a rendu possibles ces changements législatifs.

Par l'intermédiaire du [Fonds canadien d'initiatives locales](#) (FCIL), le Canada a soutenu des organisations locales de défense des droits des femmes qui luttent pour prévenir et combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre, et d'autres pratiques néfastes, telles que les mariages d'enfants, les mariages précoces ou forcés, ainsi que la mutilation génitale féminine ou l'excision. L'année dernière, le FCIL a aidé 675 organisations dans plus de 100 pays à accroître leur capacité à gérer et à fournir des services guidés par l'[ACS Plus](#). Par exemple, le FCIL a financé le [Centre for Rights Education and Awareness](#) (plus de 70 000 \$, 2022-2023) pour mettre en œuvre un [projet](#) visant à améliorer l'accès à la justice et à la guérison pour les survivants de violence sexuelle et fondée sur le genre dans les régions reculées du Kenya. Ce projet a permis d'apporter une aide juridique à plus de



2 300 victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre, et de fournir des services psychosociaux à quelque 670 victimes. Les activités de sensibilisation de ce projet ont permis d'améliorer le comportement des survivants en matière de recherche d'aide et de renforcer la responsabilisation des détenteurs d'obligation. Un autre exemple est le [soutien](#) à une ONG locale en Guinée-Bissau (près de 22 000 dollars, 2022-2023) qui s'efforce de prévenir les mariages précoces et forcés. Grâce à des formations, des débats radiophoniques et des campagnes de sensibilisation, 1 320 jeunes femmes, filles, garçons et parents ont appris les conséquences du mariage précoce et forcé, ainsi que les moyens de les prévenir. Cette sensibilisation et le soutien accru aux activistes visent à contribuer à réduire le nombre de mariages précoces et forcés au sein de la communauté.



Offrir aux femmes du Sénégal un forum pour provoquer le changement

En 2022-2023, les 25 organisations partenaires de Voix et leadership des femmes - Sénégal (plus de 6,3 millions de dollars, 2018-2023) se sont concentrées sur l'utilisation d'approches innovantes pour améliorer la gamme de services qu'elles fournissent à leurs bénéficiaires. Cet accent leur a permis de s'assurer de répondre aux besoins particuliers des femmes, des filles et des populations les plus vulnérables.

Par exemple, la section sénégalaise du Forum des éducatrices africaines, l'un des partenaires de Voix et leadership des femmes - Sénégal, a organisé un forum et une conférence dans deux lycées de Dakar et de Rufisque qui portaient sur les obstacles liés au mariage des enfants. Ces activités ont permis de sensibiliser plus de 600 étudiants aux conséquences juridiques et médicales du mariage des enfants, et à la nécessité urgente d'élever l'âge du mariage à 18 ans. Ces initiatives ont abouti à des recommandations adressées au ministère de l'Éducation nationale pour qu'il intègre l'approche de l'égalité des genres dans les curriculums nationaux, qu'il mette en place des groupes de veille et d'alerte en matière de violence dans les écoles et qu'il crée des groupes d'écoute et de conseil pour les victimes de violences. Ces recommandations ont été acceptées et sont en cours de mise en œuvre.



Légende : Présidente du collège jeunesse WILDAF au forum académique sur les facteurs de vulnérabilité des femmes et des filles, et les possibilités d'insertion professionnelle à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

Référence photographique : © Sénégal, 2023

Soutenir l'élaboration de politiques favorisant l'égalité des genres

En 2022-2023, le Canada a contribué à l'élaboration de politiques et à la mise en œuvre de programmes plus participatifs et responsables, fondés sur des données probantes et en faveur de



l'égalité des genres en soutenant et en renforçant les capacités des parties prenantes du secteur public et de la société civile. Des organisations publiques solides, des statistiques sexospécifiques et des mécanismes de responsabilisation impliquant les acteurs de la société civile jouent un rôle important pour garantir que les politiques, les lois, les budgets, les programmes et les services favorisent activement l'égalité des genres et soutiennent le renforcement du pouvoir économique, politique et sociale des femmes et des filles dans toute leur diversité.

Par exemple, avec le soutien du Canada, le projet [Renforcer les droits des femmes autochtones et autres femmes discriminées au Guatemala](#) (HCDH, 2,5 millions de dollars, 2018-2023) a permis de réaliser des progrès importants en termes de protection des droits fondamentaux des tisserandes autochtones, des sages-femmes autochtones et des adolescentes ayant survécu à l'incendie d'un foyer géré par l'État. Une proposition législative présentée au Congrès en septembre 2022 sur la protection des droits de propriété intellectuelle collectifs des femmes tisserandes autochtones a introduit un mandat légal pour la sauvegarde des motifs ancestraux. Les efforts déployés pour lutter contre la discrimination à l'égard des sages-femmes autochtones ont débouché sur le plan d'action de la politique nationale des sages-femmes 2021-2025, sur l'approbation par le Congrès d'une journée nationale des sages-femmes, sur l'octroi d'une allocation et sur une décision de justice historique en faveur des sages-femmes. Les progrès se poursuivent en matière de recherche de justice et de réparations dignes pour les survivants et les familles des personnes touchées par l'incendie de 2017 dans un foyer pour enfants géré par l'État, et de mise en œuvre de la sentence de 2016 dans l'affaire de violence sexuelle et d'esclavage Sepur Zarco, qui est axée sur des mesures psychosociales et des réparations dignes pour les survivants.

Au Liban, le Canada a soutenu le projet [Intégrer l'égalité entre les sexes au sein des institutions libanaises](#) (PNUD, près de 3,9 millions de dollars, 2020-2024), qui souligne l'importance de l'intégration de la dimension du genre et vise à intégrer les considérations d'égalité des genres dans la mise en œuvre des programmes et les efforts de sensibilisation, entre autres aspects. Ce projet permet de renforcer la capacité des partenaires du Plan de réponse à la crise au Liban à élaborer des politiques tenant compte de la dimension du genre, afin de garantir que les efforts humanitaires et de développement tiennent compte des expériences, des besoins et des contributions des femmes et des filles. Près de 30 séances de renforcement des capacités et de mentorat ont été organisées pour 756 membres du personnel des partenaires du Plan de réponse à la crise au Liban, dont 572 femmes, 182 hommes et deux personnes au genre fluide. En accroissant la capacité des organisations partenaires et en s'engageant dans des efforts de plaidoyer, les partenaires du Plan de réponse à la crise au Liban sont maintenant plus à même de fournir une réponse plus sensible au genre aux répercussions de la crise et de promouvoir l'égalité des genres et l'émancipation des femmes au Liban.

En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : L'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles \(champ d'action principal\)](#)
- [La Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe](#)
- [Digna : le centre d'expertise canadien pour la prévention de l'exploitation et des abus sexuels](#)





Référence photographique : © UNICEF/UNI183025/Nesbitt, Éthiopie

Dignité humaine : santé et nutrition

Objectifs de développement durable



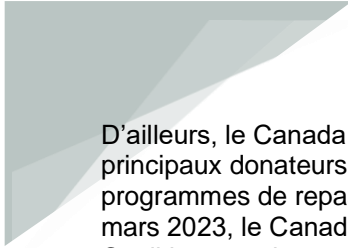
La santé et la nutrition sont des composantes essentielles du champ d'action de la dignité humaine, non seulement parce qu'il s'agit de droits fondamentaux de la personne, mais aussi parce qu'il est essentiel d'investir dans la santé et la nutrition pour parvenir à l'égalité des genres, réduire la pauvreté et faire progresser le développement durable, garantissant ainsi que les gens ne se contentent pas de survivre, mais s'épanouissent.

En 2022-2023, il est plus important que jamais de parvenir à une couverture sanitaire universelle, car le coût des services de santé reste hors de portée pour de nombreuses personnes. Les lois et pratiques répressives limitant les droits sexuels et reproductifs, ainsi que les niveaux d'insécurité préoccupants dans les États fragiles et touchés par des conflits, ont continué à limiter l'accès des femmes et des filles aux services de santé de base et leur capacité à exercer leurs droits, y compris le droit à l'autonomie corporelle. Les changements climatiques et les crises mondiales ont contribué à l'augmentation des taux de malnutrition dans le monde, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans.

Dans ce contexte, et fort de son leadership historique en matière de santé et de nutrition à l'échelle mondiale, le Canada collabore avec les parties prenantes canadiennes et mondiales pour relever ces défis majeurs grâce à des investissements nouveaux et continus. La phase actuelle du leadership du Canada en matière de santé mondiale est guidée par son Engagement de 10 ans en matière de santé et de droits dans le monde (2020-2030). Les principaux partenaires mondiaux tels que le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Gavi, l'Alliance du Vaccin et le Mécanisme de financement mondial (GFF) soutiennent les systèmes de santé intégrés et dirigés par les pays qui ciblent les femmes, les enfants et les adolescents, et dont les composantes essentielles sont la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR), ainsi que la nutrition.



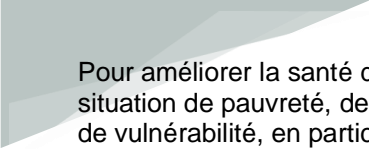
Par exemple, le Canada a contribué à hauteur de 90 millions de dollars au GFF en 2022-2023, dont 40 millions de dollars pour restaurer et soutenir les systèmes de soins de santé principaux au moyen de subventions pour les services de santé essentiels liés à la COVID-19. Le Canada a également contribué activement au renforcement de la préparation mondiale aux pandémies en soutenant la [Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies](#) (20 millions de dollars, 2022-2023) et, comme l'a [annoncé](#) le premier ministre lors du sommet du G20 en novembre 2022, le [Fonds de lutte contre les pandémies](#) hébergé par la Banque mondiale (50 millions de dollars). Le Canada reste un leader dans le financement du traitement et de la prévention de la malnutrition grâce à une étroite collaboration avec des partenaires tels que [Nutrition International](#) et le [Programme alimentaire mondial \(PAM\)](#) des Nations Unies.



D'ailleurs, le Canada est l'un des principaux donateurs mondiaux aux programmes de repas scolaires. En mars 2023, le Canada s'est joint à la Coalition pour les repas scolaires afin que, d'ici 2030, « chaque enfant puisse recevoir un repas quotidien sain et nutritif à l'école ».

En 2022-2023, le Canada a investi 2 256 millions de dollars en aide internationale dans des activités liées à la santé et à la nutrition, dont 2 223 millions de dollars en aide au développement officielle. Le travail d'élaboration de politique et de programmation dans ce champ d'action vise ultimement à contribuer à **une jouissance plus égale de la santé et des droits en matière de santé pour les personnes pauvres, marginalisées ou vulnérables** dans les pays où le Canada est présent. Pour ce faire, le Canada a investi dans plusieurs projets et initiatives qui visent à obtenir les résultats attendus suivants dans le cadre de la piste d'action de la santé et de la nutrition :

- utilisation accrue de services de santé de qualité qui tiennent compte des sexospécificités;
- amélioration des pratiques et des comportements sains qui favorisent l'autonomie des femmes et la prise de décisions;
- promotion accrue des droits en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs par les gouvernements et les principaux intervenants et protection plus égale de ces droits.



Pour améliorer la santé des personnes en situation de pauvreté, de marginalisation et/ou de vulnérabilité, en particulier les femmes et les filles, il est essentiel de progresser vers les trois résultats attendus dans le cadre du plan d'action de la santé et de la nutrition, notamment en soutenant des systèmes de santé plus équitables, plus sensibles à la dimension de genre, plus accessibles et de meilleure qualité.

Des exemples de résultats obtenus dans le cadre de la piste d'action susmentionnée sont présentés ci-dessous.

Point de mire sur les réussites

Utilisation accrue de services de santé de qualité qui tiennent compte des sexospécificités

Garantir l'accès des femmes aux services de planification familiale favorise les résultats globaux en matière de santé et permet aux femmes de prendre des décisions concernant leur propre corps.



En 2022-2023, le soutien du Canada (5 millions de dollars) au Partenariat pour les approvisionnements du Fonds des Nations Unies pour la population (25 millions de dollars, 2021-2025) a contribué à prévenir environ 8 millions de grossesses non désirées, 170 000 décès de mères et d'enfants, et 2,2 millions d'avortements pratiqués dans des conditions dangereuses parmi les femmes et les adolescentes les plus difficiles à atteindre dans le monde entier.

En 2022-2023, l'aide internationale du Canada a également aidé des organisations partenaires non gouvernementales à faire en sorte qu'un plus grand nombre de femmes et de filles, dans toute leur diversité, aient accès aux services de santé dont elles ont besoin. Par exemple, le financement par le Canada de plus de 3 millions de dollars en 2022-2023 pour le projet [Santé sexuelle et renforcement du pouvoir](#) d'Oxfam Canada (17,9 millions de dollars, 2018-2024) a permis de réduire la stigmatisation associée à la santé sexuelle et à l'utilisation de

contraceptifs dans six régions des Philippines mal desservies et touchées par des conflits. En formant les travailleurs de la santé à donner des conseils liés à la planification familiale et à la manière d'entreprendre des discussions communautaires pour promouvoir des comportements sexuels et reproductifs sains, le projet a réussi à augmenter le nombre de personnes utilisant des contraceptifs de plus de 3 800, avec un total de 61 453 personnes accédant à des contraceptifs dans les établissements de santé partenaires en 2022-2023. En Tanzanie, le Canada soutient également [Marie Stopes Tanzanie dans l'initiative Posséder leurs choix en matière de santé reproductive : les femmes et filles tanzaniennes décident](#) (15,5 millions de dollars, 2018-2022), qui travaille dans des communautés rurales et périurbaines pauvres afin de fournir des services de planification familiale de proximité à ceux qui n'ont pas accès aux établissements de soins de santé. Grâce à l'investissement de 2,5 millions de dollars du Canada en 2022-2023, Marie Stopes Tanzanie utilise des véhicules et des scooters de proximité, entre autres résultats, afin que le personnel infirmier puisse atteindre plus de 181 500 patientes pour leur fournir des services de contraception, comblant ainsi le manque de services pour les personnes vivant dans les régions les plus difficiles d'accès du pays.

En 2022-2023, le Canada a également financé des initiatives à plus petite échelle, très localisées et ciblées, contribuant à promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs par l'intermédiaire du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL). Par exemple, le FCIL a accordé un financement de 45 000 dollars à la [Grenada Planned Parenthood Association](#) (2022-2023) pour soutenir une [initiative](#) qui a permis à 1 070 personnes d'accéder à des services de santé sexuelle et reproductive (SDSR), de lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et de lutte contre la violence fondée sur le genre. Grâce à ce projet, 19 infirmiers ont été formés à la pose et au retrait de stérilets et au traitement par cryothérapie, 402 clientes ont bénéficié de services de SDSR et de lutte contre la violence fondée sur le genre dans des cliniques satellites et 117 personnes ont eu accès à un dépistage crucial du VIH. Des initiatives comme celle-ci ont amélioré la capacité des organisations locales de la Grenade à fournir des services de santé inclusifs et de qualité aux personnes en situation de pauvreté, de marginalisation et/ou de vulnérabilité. En travaillant avec des agences gouvernementales et des partenaires de développement internationaux, régionaux et locaux, l'association a amplifié sa portée et ses services, renforçant ainsi des relations et des résultats concrets et durables.

Au Bangladesh, quelque 3 700 femmes meurent chaque année des suites de complications liées à la grossesse, alors que la plupart de ces décès pourraient être évités. Au cours des cinq dernières années, le soutien du Canada au projet [Améliorer la santé maternelle et les droits sexuels et reproductifs au Bangladesh](#) de l'UNICEF (35 millions de dollars, 2017-2022) a permis de s'assurer que les services obstétriques des établissements de santé du pays respectent les normes de qualité, en particulier lorsqu'il s'agit de complications pendant l'accouchement. Au cours des cinq années qu'a duré le projet, le nombre de femmes ayant accouché dans un établissement de santé est passé de 38 % à 47 %. Près de 123 000 femmes ont reçu des traitements vitaux contre des complications telles que



l'éclampsie, et le projet a contribué à une réduction significative du nombre de femmes qui meurent chaque année en accouchant au Bangladesh.

Sages-femmes : nouvelle mise en lumière pour améliorer les accouchements en installation

Le projet [Améliorer la santé maternelle et les droits sexuels et reproductifs au Bangladesh](#) de l'UNICEF permet de sauver des femmes en garantissant des grossesses et des accouchements sains. Par exemple, lors de ses précédentes grossesses, Mme Shondha Ful n'avait pas eu accès aux soins prénataux. Cependant, elle a entendu parler de sages-femmes dans le complexe médical voisin d'Upazila et a décidé de s'y rendre pour un examen médical. Par la suite, elle s'est rendue régulièrement à la clinique et a été suivie par les sages-femmes.

Au cours de l'accouchement subséquent, des complications sont survenues et Monita, une sage-femme qui avait reçu une formation en soins obstétriques d'urgence dans le cadre du projet, a pu procéder à l'accouchement en toute sécurité.

Avant de quitter l'hôpital, Mme Ful a déclaré en souriant : « Je voulais juste un bébé vivant. Je me suis rendue régulièrement à l'hôpital et j'ai suivi tous les conseils des sages-femmes. J'avais pleinement confiance en elles et Allah m'a aidé. Cette fois, ma petite fille est dans mes bras ».



Légende : Une femme pratiquant les soins de mère kangourou à son bébé prématuré. Il s'agit d'une méthode simple et facile de prendre soin des nouveau-nés, où la mère utilise sa propre température corporelle pour maintenir son enfant au chaud.

Référence photographique : © UNICEF/Mawa, Bangladesh, 2018

En 2022-2023, le Canada a contribué au [Programme régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies \(REDISSE\)](#) de la Banque mondiale (20 millions de dollars, 2016-2023). Cette initiative, menée par l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), visait à renforcer la surveillance nationale et régionale des maladies et la réaction aux épidémies en Afrique de l'Ouest. L'OOAS, en étroite collaboration avec les autorités sanitaires nationales compétentes et les partenaires de mise en œuvre, a contribué à consolider les systèmes de surveillance des maladies au niveau des districts sanitaires en créant 107 centres de surveillance épidémiologique dans 10 pays d'Afrique de l'Ouest.

Le Canada soutient également l'accès aux services de santé afin d'éliminer trois maladies infectieuses clés grâce à des initiatives mondiales telles que [le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose](#)



[\(TB\) et le paludisme](#) (le Fonds mondial). Depuis 2002, les efforts visant à améliorer l'accès au traitement antirétroviral, au traitement de la TB et aux moustiquaires, ainsi qu'à renforcer les systèmes de santé, ont entraîné un déclin majeur des décès causés par le SIDA (-70 %), la TB (-21 %) et le paludisme (-26 %). En 2022-2023, le Canada a versé 333,9 millions de dollars au Fonds mondial et, en septembre 2022, a annoncé une contribution de 1,21 milliard de dollars au Fonds mondial pour la période de reconstitution des ressources 2023-2025 afin de lutter contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, ainsi qu'une allocation de 100 millions de dollars pour atténuer les effets de la COVID-19 grâce au dispositif de riposte à la COVID-19 du Fonds mondial.

En 2022-2023, le Canada a continué à soutenir l'accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 dans le monde entier, notamment par la [livraison](#) d'environ 14 millions de doses de vaccins excédentaires à 15 pays dans le cadre de COVAX et d'accords bilatéraux. Ces contributions en nature ont été facilitées conjointement par l'Agence de la santé publique du Canada, Affaires mondiales Canada et Services publics et Approvisionnement Canada.

Amélioration des pratiques et des comportements sains qui favorisent l'autonomie des femmes et la prise de décisions

La Bolivie a l'un des taux de grossesse d'adolescentes les plus élevés d'Amérique latine et de nombreux jeunes manquent de connaissances de base en matière de santé et de droits sexuels. L'UNICEF s'est attaqué à ce problème en introduisant une éducation sexuelle complète dans les écoles et les communautés afin de s'assurer que les adolescents et les parents comprennent l'importance d'une sexualité saine et de la violence fondée sur le genre. Grâce en partie au soutien du Canada, le projet [Renforcer le pouvoir des adolescents à prévenir les grossesses non désirées, le VIH et la violence](#) de l'UNICEF (plus de 9,1 millions de dollars, 2018-2023) a réussi à faire ajouter un cours complet d'éducation sexuelle dans le programme national d'éducation de la Bolivie et à le faire approuver par le ministère de l'Éducation. Dans le cadre de ce projet, le cours a été donné dans 76 écoles et 537 clubs de jeunes à ce jour. Au cours du projet, les connaissances des filles liées à l'utilisation de contraceptifs, au VIH et à la violence sexuelle et fondée sur le genre ont augmenté de 20 % (de 58 % à 78 %), ce qui leur permet de prendre des décisions plus éclairées concernant leur corps.

L'allaitement maternel pendant les six premiers mois de la vie d'un nourrisson aura des effets bénéfiques sur sa santé tout au long de sa vie. Cependant, de nombreuses femmes rencontrent des difficultés avec l'allaitement et dans de nombreuses régions du monde, il existe peu de ressources pour les aider à surmonter ces difficultés. Grâce à son soutien à [Nutrition International](#) (293 millions de dollars, 2019-2026), le Canada contribue à promouvoir les pratiques d'allaitement recommandées et à distribuer des micronutriments essentiels, tels que la vitamine A, le fer et l'acide folique. Le [Fonds pour l'innovation et la transformation – FIT](#) (18 millions de dollars, 2018-2024), mis en œuvre par le Conseil manitobain pour la coopération internationale, a soutenu un sous-projet qui s'est concentré sur la

En 2022-2023, la contribution de 50 millions de dollars du Canada à Nutrition International a permis d'éviter 649 000 cas de retard de croissance, plus de 32 000 décès d'enfants de moins de cinq ans, 469 000 cas d'anémie chez les adolescentes et environ 8 millions de cas d'anémie chez les femmes en âge de procréer.

résolution de ce problème de santé et a contribué au choix des femmes d'allaiter. L'année dernière, [LISS Technologies](#) a mis à l'essai des tire-laits électriques à faible coût et à énergie solaire pour les mères ayant des problèmes d'allaitement en Somalie. À l'issue d'une période d'essai de 10 mois, 65 % des femmes utilisant les tire-laits continuaient à allaiter exclusivement, contre 37 % de celles qui ne les utilisaient pas.



Les tabous culturels, la pauvreté et le manque de services de base tels que les toilettes et l'accès aux produits d'hygiène féminine nuisent à la capacité des femmes et des filles, dans toute leur diversité, à participer pleinement à la vie de leurs communautés. Toutefois, le soutien du Canada à la [Santé menstruelle pour la santé et les droits sexuels et reproductifs](#) (plus de 4,8 millions de dollars, 2019-2023) dirigé par WaterAid Canada contribue à lutter contre la stigmatisation entourant les menstruations au Burkina Faso, au Libéria, en Sierra Leone et au Pakistan. Le projet a soutenu 24 380 membres de la communauté en 2022-2023 avec des messages sur la santé menstruelle. En aidant les écoles et les centres de santé à fournir des latrines et des stations sanitaires, et les petites entreprises locales à fabriquer des produits d'hygiène menstruelle, les femmes et les filles peuvent pratiquer l'hygiène menstruelle hors de chez elles, ce qui leur permet d'aller à l'école et de participer à la vie communautaire tout en ayant leurs règles.



Faire tomber les tabous sur la menstruation et l'hygiène féminine en Sierra Leone

Les conversations sur les menstruations et l'hygiène menstruelle étaient auparavant taboues dans la chefferie de Luawa, en Sierra Leone, jusqu'à la mise en œuvre de l'initiative [Santé menstruelle pour la santé et les droits sexuels et reproductifs](#). Avant le projet, les femmes et les jeunes filles s'isolaient lorsqu'elles avaient leurs règles et ne pouvaient pas demander ouvertement de l'aide. Elles utilisaient des pièces de vêtements comme serviettes hygiéniques, propres ou non.

Toutefois, les ateliers organisés par Santé menstruelle pour la santé et les droits sexuels et reproductifs, un projet financé par le Canada, ont permis de déstigmatiser les menstruations dans la région et d'améliorer les connaissances des participants en matière de santé et d'hygiène féminines en s'appuyant sur les voix de dirigeantes. Elizabeth Vandy, 65 ans, a participé à l'un des ateliers. Elle est la reine mère d'une soweï, une société secrète traditionnelle répandue en Sierra Leone, dans la chefferie de Luawa. En tant que chef de soweï, elle dirige les cérémonies traditionnelles d'initiation des filles qui passent à l'âge adulte. Elle est la voix des femmes de la chefferie et défend les questions importantes pour les femmes et les filles.

Depuis qu'elle a participé à l'atelier Santé menstruelle pour la santé et les droits sexuels et reproductifs, Elizabeth a commencé à diffuser des informations sur la santé et l'hygiène menstruelles dans sa communauté et à user de son influence en tant que leader communautaire pour réduire la stigmatisation entourant les menstruations. Elle a participé à des campagnes de sensibilisation à la radio et à des réunions communautaires pour souligner l'importance d'une bonne hygiène menstruelle.



Légende : Sur la photo, Elizabeth Vandy, 65 ans, est la reine mère d'une soweï, une société secrète traditionnelle en Sierra Leone. Grâce aux connaissances acquises lors des ateliers de Santé menstruelle pour la santé et les droits sexuels et reproductifs, elle utilise son influence en tant que leader communautaire pour réduire la stigmatisation liée à la santé et à l'hygiène menstruelles.

Référence photographique : © WaterAid / Waheed Awnuga, Sierra Leone, 2022



Promotion accrue des droits en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs par les gouvernements et les principaux intervenants et protection plus égale de ces droits

Dans tous les pays du monde, et en Amérique latine en particulier, les acquis durement obtenus en matière de droits sexuels et reproductifs sont en train de s'éroder. Or, l'aide du Canada a influencé les politiques visant à mettre un terme à ce recul. Des initiatives telles que le projet [Droits dès le départ](#) (plus de 10,8 millions de dollars, 2020-2024) mené par Action Canada pour la santé et les droits sexuels renforcent la capacité des principaux partenaires dans le pays à s'engager activement dans les consultations menées par le gouvernement sur les politiques et les programmes en matière de SDRS et à faire évoluer les politiques. En Équateur, par exemple, le partenariat du Canada avec le Centro Ecuatoriano para la Promoción y Acción de la Mujer (CEPAM) a facilité les efforts de plaidoyer en faveur de soins complets et de la légalisation de l'avortement en cas de viol. Les principales recommandations du CEPAM ont été approuvées et intégrées dans les politiques nationales de santé du pays.



Donner la parole aux femmes sur les services de santé en Côte d'Ivoire

L'un des objectifs du [projet ACT FEMMES : Autonomisation des femmes et des adolescentes des communautés du Tchologo](#) mené par Action contre la Faim (5,2 millions de dollars, 2021-2026) est d'améliorer la santé sexuelle et reproductive des femmes en augmentant leur participation à la prise de décision locale. Les centres de santé locaux soutenus par le projet comptaient très peu de femmes dans leurs comités de gestion : 16 % seulement, alors que l'objectif national était de 30 %.

Suite à sa participation au projet, le Dr Siagbe Soungole, médecin-chef du centre de santé urbain de Sikolo à Ferkessedougou, a présenté une proposition visant à accroître la participation des femmes, en rupture avec les normes sociales actuelles.

« Pour résoudre le problème de la représentation des femmes dans les comités de gestion, il serait plus efficace de demander aux chefs de communauté de désigner deux représentants de genre différent pour faire partie des comités de gestion. Il leur serait demandé de proposer un homme et une femme pour représenter leur communauté. »

« Les femmes ont longtemps été reléguées au second plan et sont continuellement soumises à des décisions prises par des hommes. Pourtant, les hommes ne comprennent pas toujours la nature spécifique des besoins des femmes dans les domaines de la santé sexuelle, reproductive et maternelle. Il est vrai que les problèmes propres à la santé des femmes ne font pas l'objet de discussions approfondies lors des réunions du comité de gestion. C'est pourquoi elles doivent y participer activement », explique le Dr Soungole.

La proposition du Dr Soungole est un exemple concret de la manière dont une masculinité positive peut contribuer à faire progresser les droits des femmes. Grâce à ses recommandations, les 14 autres partenaires du comité de gestion du projet ACT FEMMES ont été invités à doter leur comité de gestion de 20 membres, en donnant la priorité aux femmes qui seraient en mesure de partager leurs points de vue. Grâce à des activités de sensibilisation et de formation, 86 femmes se sont jointes à 15 comités de gestion de centres de santé, doublant ainsi la proportion de femmes qui est passée de 15 % à 30 %.



Légende : Le Dr Siagbe Soungole, médecin-chef du centre de santé urbain de Sikolo et champion de l'égalité des genres pour ACT FEMMES, s'engage en faveur d'une masculinité positive et de la représentation des femmes au sein des comités de gestion de santé.

Référence photographique : © Action contre la Faim Côte d'Ivoire / Marie Laure Tohouri-Missan, Côte d'Ivoire, 2022



Recherche en santé mondiale

En tant qu'organisme fédéral de financement de la recherche en santé au Canada, les [Instituts de recherche en santé du Canada \(IRSC\)](#) soutiennent également la recherche en santé mondiale. En 2022-2023, grâce à sa programmation à l'initiative des chercheurs et à ses investissements ciblés, l'agence a investi plus de 15 millions de dollars dans la recherche en santé mondiale admissible à l'aide internationale. Le financement de la recherche en santé mondiale par les IRSC se concentre sur trois domaines clés : le sexe et le genre, les maladies non transmissibles et les urgences sanitaires. Par exemple, en 2022-2023, avec leurs partenaires, le Centre de recherches pour le développement international et le Conseil de recherches en sciences humaines, les IRSC se sont engagés à verser 9 millions de dollars sur quatre ans à l'[initiative Les femmes S'ÉLÈVENT](#), un programme de recherche de 22 millions de dollars qui soutient la santé et le renforcement des capacités économiques des femmes afin d'assurer une reprise équitable face à la COVID-19.

En 2022-2023, sous l'égide de l'[Alliance mondiale contre les maladies chroniques](#), les IRSC ont investi 10 millions de dollars sur six ans pour étudier les facteurs de risque communs aux maladies non transmissibles afin de soutenir la prévention. Les IRSC ont engagé 3,8 millions de dollars pour [un programme de recherche de 5,8 millions de dollars](#) sur deux ans afin de faire face aux épidémies de mpox au Canada et en Afrique. En outre, les IRSC ont versé 1,5 million de dollars et ont été l'un des organismes de financement canadiens ayant contribué à un essai clinique mené par l'OMS et le ministère de la Santé de l'Ouganda pour évaluer l'innocuité et l'efficacité de trois vaccins candidats contre le virus Ebola. Cette recherche contribuera à accroître la disponibilité et l'accès à des interventions vitales en cas d'épidémies futures d'Ebola.

En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : Dignité humaine \(santé et nutrition\)](#)
- [L'Engagement de 10 ans du Canada en matière de santé et de droits dans le monde : Mesurer les progrès](#)
- [Petites et moyennes organisations pour l'impact et l'innovation](#)
- [Grands Défis Canada – Des idées audacieuses ayant un grand impact](#)





Référence photographique : © UNICEF/UN0773364/Souleiman, Syrie

Dignité humaine : éducation

Objectifs de développement durable



Le domaine de l'éducation est confronté à une crise sans précédent dans le monde entier. Le nombre d'enfants et de jeunes non scolarisés n'a jamais été aussi élevé et les plus marginalisés sont touchés de manière disproportionnée, en particulier les filles et les enfants déplacés. En fait, une adolescente sur trois issue des ménages les plus pauvres du monde n'a jamais mis les pieds dans une salle de classe, et l'on estime que 51 % des enfants réfugiés en âge d'aller à l'école (7,5 millions d'enfants dans le monde) ne sont pas scolarisés. On estime à 2 millions le nombre de filles non scolarisées en 2022 par rapport à 2021. Cette crise est en grande partie due à l'exclusion des filles et des femmes de l'éducation en Afghanistan, à la croissance démographique, à l'augmentation des perturbations et des déplacements dus aux conflits et aux crises climatiques, et à l'absence de retour à l'éducation après les fermetures d'écoles pour cause de pandémie.

En 2022-2023, compte tenu des pertes d'apprentissage dévastatrices subies pendant la pandémie, aggravées par les crises en cours dans le monde entier, le Canada a concentré ses efforts sur l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées, y compris les réfugiés, les femmes et les filles. En février 2023, le ministre du Développement international du Canada s'est engagé à verser 87,5 millions de dollars sur quatre ans (2023-2026) à l'organisation Éducation sans délai (ECW). Cette contribution permettra à 20 millions d'enfants touchés par la crise d'accéder à une éducation de qualité, y compris les filles et les adolescentes vivant dans des régions fragiles et touchées par des conflits. Cette contribution comprend 27,5 millions de dollars pour le programme pluriannuel de résilience d'ECW au Bangladesh, qui répond aux besoins éducatifs des réfugiés rohingyas et des communautés d'accueil en offrant des possibilités d'éducation à plus de 350 000 enfants et jeunes (âgés de 3 à 18 ans).

Le champ d'action de l'éducation reconnaît que le droit à une éducation de qualité est un catalyseur de l'amélioration de la dignité humaine et un moyen de réaliser d'autres droits. Les obstacles à l'accès à l'éducation persistent, surtout pour les femmes et les filles, et en particulier celles qui se trouvent dans des situations de crise, de fragilité et de conflit. L'approche du Canada en matière d'éducation repose sur la conviction que les enfants, les jeunes et les adultes auront plus de chances d'achever avec succès un enseignement primaire et secondaire de



qualité, et d'avoir de meilleures chances d'emploi si l'éducation est accessible, sûre, sensible au genre et innovante, et si elle répond aux besoins des groupes marginalisés et touchés par les conflits.

En 2022-2023, le Canada a investi 678 millions de dollars en aide internationale dans le champ d'action de l'éducation, dont 550 millions de dollars en aide au développement officielle. Le travail de politique et de programmation dans ce champ d'action vise à contribuer à **l'amélioration de l'égalité des résultats d'apprentissage pour les filles et les garçons et de l'égalité d'employabilité des jeunes, des femmes et des hommes, en particulier pour les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus marginalisés, dans les pays en développement, les situations de conflit et de fragilité et les contextes humanitaires** où le Canada est présent. Pour ce faire, le Canada a investi dans plusieurs projets et initiatives qui visent à obtenir des résultats dans le cadre des pistes d'action suivantes :

- améliorer les systèmes d'éducation de qualité tenant compte de l'égalité des genres;
- améliorer l'accès à un perfectionnement des compétences de qualité, axé sur la demande et tenant compte des sexospécificités;
- améliorer l'éducation de qualité et le développement des compétences dans les États fragiles et touchés par des conflits, en tenant compte de la dimension du genre.

Des exemples de résultats obtenus dans le cadre des pistes d'action susmentionnées sont présentés ci-dessous.

Point de mire sur les réussites

Améliorer les systèmes d'éducation de qualité tenant compte de l'égalité des genres

Le Canada joue un rôle de premier plan dans le soutien aux efforts mondiaux visant à renforcer les systèmes éducatifs nationaux, en particulier par l'intermédiaire de son soutien aux partenaires multilatéraux et aux ministères nationaux de l'éducation. Par exemple, en 2022, 2 millions d'enfants et d'adolescents ont profité du soutien du Canada à [Education Cannot Wait](#) (en anglais seulement), qui les a aidés à accéder à l'éducation dans les pays d'accueil; 50 % de ces enfants étaient des filles, 21 %, des réfugiés, 14 %, des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et 65 %, d'autres enfants touchés par la crise.

Le Canada contribue également à mobiliser des partenariats et des investissements qui transforment les systèmes éducatifs dans les pays en développement. Grâce au financement (300 millions de dollars, 2021-2026) du [Partenariat mondial pour l'éducation](#) (GPE), le Canada soutient le travail de l'organisation visant à renforcer les systèmes éducatifs dans plus de 90 pays. En 2022-2023, les efforts du GPE ont eu des effets sur 107 millions d'élèves; ce partenariat a permis de distribuer 56 millions de manuels scolaires, de former plus de 675 000 enseignants et de construire et/ou rénover 8 500 salles de classe.

L'année dernière, le GPE a également contribué avec succès à la transformation des systèmes éducatifs dans les pays partenaires grâce à son programme de [Partage de connaissances et d'innovations](#) (KIX). Mis en œuvre par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le KIX finance la recherche et facilite le partage de connaissances entre les parties prenantes des pays afin d'améliorer leurs systèmes éducatifs en s'appuyant sur des données probantes et des recherches exploitables. Par exemple, au Yémen, les participants au cycle d'apprentissage du pôle Europe, Asie et Pacifique du KIX ont utilisé ces outils pour trouver des options politiques – telles que l'octroi d'incitations aux familles et l'offre de programmes d'apprentissage alternatifs flexibles – afin de garder les filles à l'école.

En 2022-2023, la contribution du Canada au projet [Améliorer l'accès des filles au secondaire en Haïti](#) (Banque mondiale, 25 millions de dollars, 2018-2023) a permis de répondre au besoin crucial d'un



meilleur accès à une éducation de qualité et à des écoles tenant compte des sexospécificités. Le projet a contribué à renforcer la gouvernance du système éducatif dans le pays. En soutenant 60 écoles communautaires publiques et 117 écoles non publiques, le projet a permis à plus de 57 000 élèves vulnérables d'aller à l'école, dont 26 790 filles. En outre, 721 enseignants et directeurs d'école ont suivi une formation complète de sensibilisation à l'égalité des genres, inculquant ainsi les valeurs d'un traitement équitable pour les filles et les garçons. Le projet collabore avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle d'Haïti pour renforcer la capacité de ses fonctionnaires à prendre en compte les besoins propres aux filles et aux adolescentes, en particulier dans la planification institutionnelle et les pratiques de budgétisation désagrégée fondées sur des données probantes.

Aux Philippines, le programme canadien [Le changement s'anime](#) (1 million de dollars, 2021-2022) soutient le [Programme d'éducation civique et à la paix 1001 Nuits de Big Bad Boo Studios](#) (en anglais seulement). Ce programme éducatif novateur et multiplateforme utilise des dessins animés pour enseigner aux enfants touchés par le conflit dans la région autonome de Bangsamoro (Mindanao musulman) les droits de la personne, la démocratie, l'égalité des genres et la résolution non violente des conflits. Le projet a permis de fournir des livres d'activités et des bandes dessinées aux élèves de 422 écoles, y compris sur des îles géographiquement isolées, ainsi que du matériel et des guides pédagogiques au ministère de l'Éducation de base et de la Formation supérieure et technique et à ses enseignants. Au terme du projet, 209 maîtres formateurs et 1 642 enseignants, dont la plupart étaient des femmes, ont reçu une formation sur le Programme 1001 Nuits et les pédagogies d'enseignement qui favorisent l'égalité des genres et l'inclusion, tandis que 2 902 parents/aidants ont été formés sur les résultats de l'apprentissage et les moyens de soutenir l'apprentissage à domicile de leurs enfants. Parmi les enfants évalués après avoir terminé au programme, le nombre d'entre eux ayant des valeurs civiques négatives a diminué de 44 % – une amélioration si l'on considère que la base de référence montrait une préférence pour une résolution violente des différends. Les valeurs civiques qui ont connu les baisses les plus spectaculaires sont l'intolérance à l'égard des opinions/idées différentes et l'inégalité des genres. De même, on a observé une réduction de 46 % du nombre d'enfants ayant une perception de l'inégalité des genres, contre une réduction de 10 % enregistrée pour le groupe témoin. Les parents et les aidants ont également signalé une diminution de 16 % du nombre d'enfants ayant un comportement violent et/ou agressif.

Améliorer l'accès à un perfectionnement des compétences de qualité, axé sur la demande et tenant compte des sexospécificités

En Tanzanie, le [Projet d'appui à la formation des enseignants](#) (PAFE) (gouvernement de Tanzanie – ministère des Finances, 53 millions de dollars, 2017-2025) vise à améliorer l'éducation de base des filles et des garçons, y compris les compétences en lecture, en écriture et en mathématiques. Il se concentre sur l'amélioration de la qualité et de la prise en compte des sexospécificités dans l'enseignement primaire et secondaire en investissant dans une formation efficace des enseignants en formation dans 35 écoles normales. Depuis 2017, plus de 4 500 enseignants en formation ont participé aux séances de perfectionnement professionnel du PAFE. Cela leur a permis d'améliorer leur capacité à fournir aux étudiants des expériences d'apprentissage pertinentes, pratiques et tenant compte de la dimension du genre. Grâce au projet financé par le Canada, le pourcentage d'enseignants qui estiment que leur capacité à appliquer des techniques d'enseignement efficaces et tenant compte de la dimension du genre est « moyenne » ou « élevée » est passé de 66 % en 2018 à près de 95 % en juin 2022. Le projet a également intégré des mesures d'efficacité énergétique et de construction écologique, réduisant ainsi l'empreinte carbone de l'établissement dans un pays vulnérable aux changements climatiques. Le projet sert désormais de modèle durable pour le ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie, et potentiellement pour le gouvernement tanzanien en général.

En Jordanie, le projet [Accroître la formation continue des enseignants](#) (Queen Raina Teacher Academy, 19,85 millions de dollars, 2014-2023) se concentre sur le perfectionnement professionnel des enseignants, qui joue un rôle crucial dans l'amélioration de la qualité de l'éducation dans le pays. En



améliorant les compétences et les connaissances des éducateurs, le projet contribue à offrir une expérience d'apprentissage digne à tous les élèves, y compris aux réfugiés syriens. En 2022-2023, le programme de réseau scolaire du projet a formé 1 290 enseignants et superviseurs (dont 780 femmes) aux pratiques pédagogiques. Par ailleurs, 451 enseignants (dont 275 femmes) ont reçu une formation dans le cadre du diplôme professionnel de leadership éducatif avancé du projet. Depuis le lancement du projet en 2014, la Queen Rania Teacher Academy a formé plus de 36 000 éducateurs en Jordanie, dont les deux tiers sont des femmes. Cette formation a permis d'améliorer les pratiques pédagogiques en donnant aux enseignants les moyens de créer des environnements d'apprentissage centrés sur l'élève, qui favorisent la collaboration et l'innovation. Les élèves, quant à eux, participent activement en classe et s'approprient leur apprentissage. En 2022, le projet a reçu le prix Frank Murray Leadership Recognition for Continuous Improvement du [Council for the Accreditation of Educator Preparation](#) (en anglais seulement), soulignant ainsi la qualité et les retombées du projet.

En Cisjordanie et à Gaza, deux projets financés par le Canada ont amélioré l'accès à l'éducation inclusive, en particulier pour les filles, les femmes et les personnes handicapées. Le projet [Enseignement et formation techniques et professionnels tenant compte des sexospécificités en Cisjordanie](#) (GRIT) (Canadian Lutheran World Relief, plus de 9,93 millions de dollars, 2019-2025) cible les femmes qui souhaitent suivre une formation professionnelle, tandis que le projet Éducation inclusive pour les enfants palestiniens handicapés (Humanité et Inclusion Canada, 4 millions de dollars, 2019-2022) soutient spécialement les enfants en situation de handicap. En 2022-2023, un total de 811 femmes se sont inscrites aux cours proposés par le projet GRIT, soit plus du double de l'année précédente. En outre, 327 des femmes ont postulé dans des domaines traditionnellement dominés par les hommes. Le projet a fait état non seulement d'une augmentation des taux de participation, mais aussi d'une amélioration de la confiance des diplômés.

Le projet [Apprendre par l'éducation et l'accès aux compétences pour l'emploi pour les réfugiés et leurs hôtes](#) (Entraide universitaire mondiale du Canada, plus de 13,1 millions de dollars, 2019-2024) s'efforce d'augmenter le taux d'inscription et de rétention des filles dans le deuxième cycle de l'enseignement primaire et secondaire dans l'établissement de Kalobeyei et les communautés environnantes. Avec le soutien du Canada, il offre un enseignement et une formation techniques et professionnels (EFTP) tenant compte des sexospécificités, ainsi que des bourses d'études aux filles de l'établissement et du camp de réfugiés de Kakuma.

En 2022-2023, 180 jeunes femmes ont eu accès à une formation professionnelle axée sur le marché et sensible au genre dans le camp de réfugiés de Kakuma, et 81 % des participantes ont suivi les cours avec succès. Par ailleurs, 187 jeunes femmes ont acquis des compétences commerciales et financières adaptées au marché, et 173 autres ont reçu une formation axée sur les compétences numériques pour leur permettre de gagner un revenu en ligne. Sur les 20 jeunes femmes qui ont reçu des bourses d'études d'EFTP, 19 poursuivent des études au Kenya.

Le Canada continue de soutenir une éducation innovante et accessible en finançant le [Commonwealth of Learning](#) (COL) (7,8 millions de dollars, 2022-2024), qui tire parti de l'apprentissage à distance et de la technologie pour obtenir de meilleurs résultats en matière d'éducation, de développement des compétences et d'apprentissage tout au long de la vie dans l'ensemble du Commonwealth. En 2022, avec le soutien du Canada et d'autres donateurs, le COL a aidé plus de 12 700 infirmières et sages-femmes du Botswana, de l'Eswatini et des Seychelles à accéder à des cours de perfectionnement professionnel en ligne, répondant ainsi aux exigences d'agrément pendant et immédiatement après la pandémie. En 2022, 13 304 femmes et filles supplémentaires ont suivi des cours de formation sur les moyens de subsistance grâce au soutien du COL, dans des domaines tels que la mécanique des motos, la soudure, la confection de vêtements, le tressage de paniers, les TIC et le marketing des médias numériques.



Améliorer l'éducation de qualité et le développement des compétences dans les États fragiles et touchés par des conflits, en tenant compte de la dimension du genre

Pour les apprenants vulnérables qui ne sont pas scolarisés ou qui risquent d'abandonner l'école, le projet [Au-delà des frontières : Espaces pour les filles et améliorer l'éducation à la frontière](#) (Save the Children Canada, plus de 10,6 millions de dollars, 2020-2022) a mis en évidence la nécessité d'offrir des possibilités d'apprentissage alternatives aux étudiants touchés par la crise dans la région frontalière entre la Colombie et le Venezuela, en particulier aux filles qui quittent le Venezuela. Dans le cadre de l'[Initiative de Charlevoix sur l'éducation](#) et de la campagne [Ensemble pour l'apprentissage](#), ce projet a permis de mettre en place 24 nouveaux clubs de rattrapage, ce qui a touché un total de 1 315 enfants ayant un faible niveau d'alphabétisation et à risque d'abandonner l'école. Les clubs de rattrapage sont des programmes communautaires d'alphabétisation accélérée et de rattrapage destinés aux enfants de troisième année ou plus qui n'ont pas les compétences de base en lecture et en écriture. L'apprentissage social et émotionnel est intégré dans la trousse des activités des enfants afin de favoriser leur bien-être.

Dans le cadre de l'engagement du Canada de 400 millions de dollars en faveur de l'éducation des filles par l'intermédiaire de l'Initiative de Charlevoix sur l'éducation, l'[Initiative pour l'éducation des adolescentes en situation de crise](#) (près de 16 millions de dollars, 2020-2024) promeut un apprentissage respectueux de l'égalité des genres au Soudan du Sud, en Ouganda et en Syrie. Mise en œuvre par l'Entraide universitaire mondiale du Canada et la Fondation Aga Khan Canada, cette initiative a permis d'améliorer les pratiques pédagogiques de 836 enseignants, dont plus de la moitié sont des femmes, grâce à l'introduction de méthodes d'enseignement exemplaires pour la préparation des cours, la gestion de la classe et l'instruction qui tiennent compte des besoins, des défis et du potentiel uniques des filles et des garçons. D'après les réactions des élèves, cette approche pédagogique sensible à la dimension du genre a eu un effet positif sur leur sentiment de bien-être et de sécurité, et a contribué à créer un environnement d'apprentissage plus favorable, en particulier pour les jeunes filles.

Au Salvador, au Guatemala et au Honduras, le projet [Milieux d'apprentissage sécuritaires et stimulants pour l'éducation des filles \(PLANE\)](#) (plus de 13 millions de dollars, 2019-2023) de l'UNICEF est devenu un moyen efficace de soutenir les systèmes éducatifs nationaux et la reprise de l'apprentissage. PLANE propose diverses options pour assurer la continuité de l'éducation, en particulier pour les enfants et les adolescents vulnérables, en mettant l'accent sur le soutien psychosocial et psychopédagogique. Par exemple, à la fin de l'année 2022 au Honduras, le projet a établi 84 espaces d'apprentissage sécurisés et un système d'apprentissage par tutorat. Il a permis à quelque 82 000 adolescents d'accéder à un enseignement flexible grâce à des modalités d'apprentissage mixte et à distance. Il s'agissait notamment de fournir un soutien psychosocial et psychopédagogique, des compétences de vie et de placement, ainsi que des compétences techniques et une formation professionnelle flexibles, efficaces et adaptées aux besoins du marché du travail. En outre, plus de 8 400 enseignants et animateurs ont été formés aux soins psycho-émotionnels et à la santé mentale afin d'améliorer le bien-être des enfants et des adolescents dans le cadre de l'éducation formelle et non formelle.



Éliminer les obstacles à l'éducation au Soudan du Sud et ouvrir un monde de possibilités

Dans le cadre de l'Initiative de Charlevoix sur l'éducation, le Canada contribue au projet [Éducation des filles au Soudan du Sud](#). Le projet vise à réduire les obstacles qui empêchent les filles d'aller à l'école et investit dans les enseignants au moyen du Accelerated Secondary Education Program (ASEP) (Gouvernement du Royaume-Uni – DFID – Département du Développement international, 17 millions de dollars, 2019-2024).

De nombreux enseignants du Soudan du Sud n'ont pas terminé leurs études secondaires et ne sont donc pas autorisés à être certifiés en tant qu'enseignants professionnels. L'ASEP propose un programme condensé qui permet aux enseignants du primaire de terminer leurs études secondaires en deux ans au lieu des quatre années habituelles. Une fois qu'ils ont terminé le programme et réussi les examens de l'enseignement secondaire, ils peuvent s'inscrire dans les instituts de formation pédagogique.

Depuis octobre 2022, 571 enseignants ont participé à la formation de l'ASEP. Plus de 400 d'entre eux ont obtenu le certificat d'enseignement secondaire du Soudan du Sud.

Betty est l'une des enseignants ayant bénéficié du programme. Comme beaucoup de jeunes femmes au Soudan du Sud, elle a abandonné l'école lorsqu'elle était enfant en raison de difficultés financières. Bien qu'elle ait enseigné pendant des années, Betty n'était pas une enseignante qualifiée.

« Récemment, j'ai terminé mes études secondaires grâce à l'Accelerated Secondary Education Program d'Éducation des filles au Soudan du Sud, destiné aux enseignants qui ont besoin de terminer leurs études secondaires », explique-t-elle « Maintenant, je peux m'inscrire dans un institut de formation pédagogique si je le souhaite, et je deviendrai une enseignante professionnelle. J'y pense. »



Légende : Betty Michael, enseignante, fait chanter les enfants. Sa classe compte plus de 30 enfants âgés de quatre à six ans.

Référence photographique : © Ggaba Joy, Soudan du Sud, 2023



Éliminer les obstacles : le récit d'Ahmad sur l'enseignement transformateur en Syrie

En Syrie, la plupart des enseignants ne sont pas traditionnellement formés en matière d'éducation inclusive. Néanmoins, grâce au soutien du Canada à l'[Initiative pour l'éducation des adolescentes en situation de crise](#) (AGENCI), des enseignants comme Ahmad ont revu leur approche pédagogique et adopté des techniques d'enseignement tenant compte de l'égalité des genres.

La formation des enseignants d'AGENCI se concentre sur des approches d'enseignement sûres, de qualité, sensibles au genre et inclusives, ainsi que sur le soutien psychosocial, ce qui renforce le pouvoir des adolescentes et facilite l'apprentissage, même dans les situations de crise. L'histoire d'Ahmad illustre les effets positifs que peut avoir l'investissement sur les enseignants et la manière dont ces derniers peuvent contribuer à favoriser une éducation inclusive pour les filles.

« Au début, j'ai refusé les idées et je ne pensais pas que je devais changer ou évoluer », avoue Ahmad. « Je vois maintenant une autre façon de m'occuper des enfants... Cela a un effet majeur sur eux. »

La collaboration avec l'AGENCI n'a pas seulement changé la façon dont ce jeune homme de 32 ans enseigne : elle a également eu des retombées positives sur sa vie de famille. « Ce que [l'Initiative pour l'éducation des adolescentes en situation de crise] m'a appris m'aide également avec ma fille. »



Légende : Grâce à l'Initiative pour l'éducation des adolescentes en situation de crise, des éducateurs comme Ahmad obtiennent les capacités nécessaires pour s'engager dans un enseignement transformateur, favorisant une éducation inclusive pour les filles en Syrie.

Référence photographique : © Fondation Aga Khan / Christopher Wilton-Steer, Syrie, 2023

En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : Dignité humaine \(éducation\)](#)





Référence photographique : © GRC, République démocratique du Congo

Dignité humaine : Action humanitaire sensible au genre

Objectifs de développement durable



Au cours de la dernière décennie, la portée, l'ampleur et la complexité du paysage humanitaire ont considérablement changé. En raison de l'augmentation du nombre de conflits et de la fréquence accrue des catastrophes naturelles dues aux changements climatiques, les besoins humanitaires ont atteint un niveau record. En 2022-2023, plus de 345 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë dans le monde et plus de 114 millions de personnes étaient déplacées de force. En réaction, l'Appel global de l'ONU a triplé pour atteindre plus de 56,6 milliards de dollars en 2023 afin de fournir une assistance à plus de 245 millions de personnes.

En 2022-2023, le Canada a investi 1 272 millions de dollars en aide internationale dans le champ d'action de la dignité humaine : l'[action humanitaire](#) tenant compte des sexospécificités, dont 1 249 millions de dollars en aide au développement officielle. Le Canada a travaillé avec des partenaires humanitaires de confiance, dont les Nations Unies, la Croix-Rouge internationale et des ONG. Le Canada fournit une aide humanitaire opportune, fondée sur les besoins et centrée sur les personnes avec une approche féministe fondée sur les droits de la personne et inclusive. De plus, il adhère aux principes humanitaires. Ce champ d'action vise à contribuer à **la réduction des souffrances et à l'augmentation et au maintien de la dignité humaine et des vies sauvées dans les populations en situation de crise humanitaire** dans les programmes humanitaires où le Canada est présent. Pour ce faire, dans le contexte de besoins humanitaires de plus en plus complexes, le Canada concentre ses efforts sur l'obtention des résultats attendus suivants dans le cadre de la piste d'action humanitaire :

- accès et recours accrus à une aide humanitaire et à une protection fondées sur des principes et tenant compte des sexospécificités pour les populations touchées par les crises;
- amélioration de l'efficacité, de l'efficience et de la prise en compte de la dimension du genre dans l'action humanitaire et la protection par les acteurs humanitaires.

Des exemples de résultats obtenus dans le cadre de la piste d'action susmentionnée sont présentés ci-dessous.



Point de mire sur les réussites

Accès amélioré à une aide humanitaire et à une protection tenant compte des sexospécificités

Le Canada a continué d'intensifier sa réponse au nombre croissant de situations humanitaires à grande échelle et qui se détériorent en 2022-2023. Par exemple, elle a fourni plus de 143 millions de dollars d'aide humanitaire en Afghanistan et dans les environs. Ce financement a permis de fournir à quelque 22 millions de personnes vulnérables une aide alimentaire vitale et de venir en aide à 6,6 millions d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes qui souffraient de malnutrition aiguë. En 2022-2023, Affaires mondiales Canada a alloué 250 millions de dollars d'aide humanitaire bilatérale aux partenaires répondant aux crises en Ukraine. Ses partenaires ont ainsi pu apporter à près de 16 millions de personnes une aide vitale, sous forme de nourriture, d'eau, d'abris et de services de santé de base. En 2022, pour aider les populations touchées en Ukraine à faire face aux conditions hivernales difficiles, le Canada a soutenu la distribution d'articles tels que des couvertures, des vêtements, des appareils de chauffage et du carburant, ainsi que plus de 1 250 générateurs pour les centres collectifs de l'Ukraine destinés aux personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Le Canada a également continué à répondre à l'insécurité alimentaire mondiale croissante, en allouant près de 650 millions de dollars en financement de l'aide humanitaire pour l'aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence en 2022. Cette aide a permis au PAM d'atteindre 160 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire. Il a également permis à la Canadian Foodgrains Bank de fournir une aide alimentaire à plus de 396 000 personnes touchées par la crise et une aide nutritionnelle à plus de 15 000 personnes touchées par la crise dans 12 pays, dont la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen.

Pour répondre au nombre croissant de personnes déplacées dans le monde, les agences fédérales du Canada ont versé 127 millions de dollars de financement à l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en 2022-2023. Ce financement a permis d'aider et de protéger quelque 29 millions de réfugiés.

En Amérique latine, le Canada a contribué à améliorer la protection des migrants vulnérables et à aider les pays de transit et de destination à mieux répondre et gérer les migrations à grande échelle et les déplacements forcés dans la région. En collaboration avec le HCR, le Canada a contribué à faire en sorte que les personnes ayant besoin d'une protection soient identifiées rapidement et efficacement. Il

s'agissait notamment d'aider le Costa Rica à identifier plus de 1 600 demandeurs d'asile à la suite de la mise en œuvre d'une nouvelle procédure de détermination du statut de réfugié. En collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans le cadre du projet Renforcer les capacités des gouvernements en matière de gestion des migrations et soutenir la régularisation des réfugiés et des migrants vénézuéliens en Amérique latine et dans les Caraïbes, le Canada a contribué à renforcer les capacités des gouvernements de la région. Par exemple, l'OIM a formé environ 1 150 fonctionnaires, employeurs et bénéficiaires colombiens afin qu'ils comprennent mieux comment intégrer les migrants et les réfugiés vénézuéliens sur les marchés du travail locaux. Le projet a également aidé la Colombie à enregistrer près de 44 000 migrants vénézuéliens pour qu'ils obtiennent un statut de protection temporaire au pays.

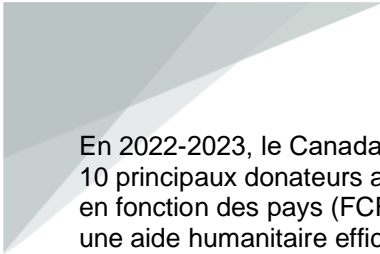
En 2022-2023, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a poursuivi son engagement à réinstaller des ressortissants afghans dans le cadre d'une [initiative humanitaire](#) spéciale. Plus de la moitié de l'engagement du Canada s'est concentré sur les Afghans qui ont aidé étroitement le Canada



en Afghanistan, ainsi que sur leurs familles. Le Canada a accueilli d'autres groupes vulnérables et à risque, notamment les femmes dirigeantes, les défenseurs des droits de la personne, les groupes ethniques et religieux persécutés, les journalistes et les membres des communautés 2ELGBTQI+. À la fin du mois de mars 2023, plus de 29 500 Afghans en situation de risque étaient arrivés au Canada. Le Canada a respecté son engagement d'accueillir au moins 40 000 Afghans d'ici octobre 2023.

En Ukraine, IRCC s'est rapidement mobilisé pour apporter une réponse sur plusieurs fronts à l'invasion massive de la Russie. En 2022, le ministère a facilité l'arrivée au Canada de près de 1 000 Ukrainiens et des membres de leur famille à bord de trois vols affrétés. En mars 2022, l'Autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine (AVUCU) a été lancée. En 2022-2023, près de 147 000 personnes sont arrivées au Canada à l'aide de l'AVUCU, en plus d'environ 17 000 demandeurs d'AVUCU au Canada. Plus de 147 000 clients de l'AVUCU ont été approuvés pour des paiements dans le cadre de l'Initiative d'aide transitoire Canada-Ukraine et près de 15 000 autres clients ont bénéficié d'un hébergement financé par le gouvernement fédéral pour une durée allant jusqu'à 14 nuits. En outre, plus de 74 000 résidents temporaires ukrainiens et clients de l'AVUCU ont eu accès à au moins un service d'installation financé par le gouvernement fédéral.

En 2022-2023, le Canada a continué à répondre aux besoins des personnes touchées par des urgences à développement rapide. Par exemple, le Canada a versé [50 millions de dollars en réponse aux tremblements de terre survenus en Türkiye et en Syrie](#). Ce montant incluait deux fonds de contrepartie totalisant 20 millions de dollars qui ont permis de mobiliser la générosité des Canadiens pour aider les personnes touchées par ces catastrophes. La Croix-Rouge canadienne et la Coalition humanitaire ont utilisé ces fonds pour fournir des services vitaux, notamment des denrées alimentaires d'urgence, de l'argent et des bons d'achat, ainsi que des services essentiels en matière d'eau, d'assainissement et de santé. En outre, le Fonds canadien pour l'assistance humanitaire a fourni une assistance vitale, notamment de la nourriture d'urgence, de l'eau, des soins de santé et des abris, à plus de 158 000 personnes dans huit pays.



En 2022-2023, le Canada a été l'un des 10 principaux donateurs aux Fonds collectifs en fonction des pays (FCFP), qui fournissent une aide humanitaire efficace et rapide en fonction des besoins prioritaires, y compris un soutien aux parties prenantes locales. En 2022, le Canada a versé 118,8 millions de dollars à 17 FCFP, soit une augmentation de près de 41 millions de dollars par rapport à 2021. Ce financement, ainsi que les contributions d'autres donateurs, a permis de soutenir près de 28 millions de personnes dans le besoin et d'impliquer 798 partenaires, dont 342 organisations locales.

Par l'intermédiaire de sa réserve humanitaire, le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) a versé 637 661 dollars à 17 projets en 2022-2023 répondant à diverses crises dans le monde. Par exemple, les projets financés ont apporté un soutien essentiel aux populations touchées par des catastrophes naturelles, notamment des inondations au Suriname, aux Philippines, au Pakistan et au Mozambique, des tremblements de terre aux Philippines et en Türkiye, et l'ouragan Ian à Cuba. D'autres projets ont porté sur le soutien et la protection des nouveaux réfugiés en Ouganda, sur des initiatives de soutien aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et sur la prévention du choléra en Haïti. Dans l'ensemble, le FCIL a fourni une aide humanitaire directe à plus de 58 100 personnes dans 11 pays, permettant aux organisations locales de renforcer leur résilience et leur capacité à réagir rapidement et efficacement pour aider les populations touchées par des crises.

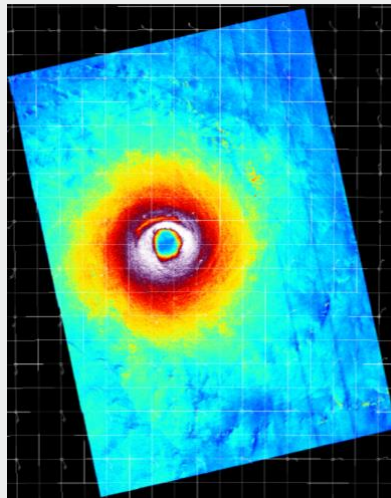
En tant que membre de la [Charte internationale Espace et catastrophes majeures](#), l'Agence spatiale canadienne (ASC) collabore avec d'autres agences spatiales du monde entier pour soutenir les opérations de secours en cas de catastrophe, sans frais pour les utilisateurs finaux. Par exemple, le Canada fournit des données précieuses grâce à la mission de la Constellation RADARSAT et aux satellites RADARSAT-2, qui offrent tous deux des services d'appel d'urgence en tout temps en cas de catastrophe dans le monde entier. En 2022-2023, l'ASC a fourni des données spatiales pour

51 activations (demandes de données satellitaires d'urgence émanant d'un pays), ce qui représente 82 % de toutes les activations dans le monde. Depuis avril 2022, l'ASC fournit chaque semaine des images de la mission de la Constellation RADARSAT à l'Agence spatiale d'État d'Ukraine. Entre mai et octobre 2022, elle a également soutenu le Group on Earth Observations en fournissant une couverture nationale pour la gestion des terres agricoles dans le contexte de la guerre illégale de la Russie contre l'Ukraine. Observations en fournissant une couverture nationale pour la gestion des terres agricoles dans le contexte de la guerre illégale de la Russie contre l'Ukraine.

Utilisation de la technologie spatiale au Mozambique pour mieux répondre aux catastrophes naturelles

Le cyclone Freddy détient le record du cyclone terrestre le plus long de l'histoire récente. Freddy s'est formé dans la mer de Timor et a parcouru plus de 9 000 kilomètres dans le sud de l'océan Indien avant d'atteindre l'Afrique et de se dissiper au bout de 38 jours.

Afin de soutenir les efforts humanitaires et suite à une demande de données satellitaires de l'ONU, les satellites canadiens de la mission de la Constellation RADARSAT ont imagé les inondations causées par le cyclone au Mozambique en mars 2023. Le satellite RADARSAT a fourni une image qui a été utilisée pour estimer les dommages en surface et le nombre de personnes touchées par l'inondation. Ce type de données améliore considérablement les capacités des gestionnaires des mesures d'urgence sur le terrain en leur donnant une image plus claire de la zone sinistrée, ce qui leur permet de prendre des décisions éclairées dans leurs efforts pour agir rapidement et sauver des vies.



Légende : Images de la mission de la Constellation RADARSAT.
Référence photographique : © Agence spatiale canadienne, Mozambique, 2023

La Réserve nationale stratégique d'urgence (RNSU) de l'Agence de santé publique du Canada (ASPC) permet aux provinces et aux territoires de disposer d'une capacité de pointe en cas d'urgence sanitaire lorsque leurs propres ressources sont épuisées ou ne sont pas immédiatement disponibles. Toutefois, en cas d'excédent par rapport aux besoins nationaux, l'ASPC fait également don de matériel à d'autres pays qui en ont besoin. En 2022-2023, la RNSU a fait don :



- de 9,2 millions de masques non médicaux à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE);
- de 345 500 unités de fournitures comme des lits de camp, des couvertures, des matelas et des serviettes à la Croix-Rouge canadienne pour l'aider à répondre à la crise humanitaire en Ukraine et dans les régions avoisinantes;
- de 523 000 écrans faciaux et de quelque 1,5 million de blouses jetables à la Croix-Rouge canadienne pour soutenir les secours internationaux dans le cadre de la COVID-19 et d'autres crises humanitaires;
- de 2,8 millions de paires de gants en nitrile pour soutenir l'intervention d'urgence de Cuba après l'explosion de réservoirs de pétrole à Matanzas.

Efficacité et efficience des actions humanitaires améliorées

En 2022-2023, le Canada a poursuivi ses travaux visant à améliorer l'efficacité et l'efficience du système humanitaire international. Il s'agissait notamment de travailler de manière constructive dans le cadre de divers forums multilatéraux, notamment en tant que signataire de la [Grande Négociation](#) et des [Principes et bonnes pratiques pour l'aide humanitaire](#). Le Canada a utilisé son rôle de gouvernance au sein des principales organisations partenaires des Nations Unies pour plaider en faveur d'opérations humanitaires efficaces et efficaces qui accordent la priorité à l'égalité des genres. Par exemple, en tant que membre du conseil d'administration du PAM, le Canada s'est fait le défenseur d'une approche sexospécifique dans les interventions d'urgence du programme et d'un meilleur équilibre entre les genres au sein de son personnel. Sur la base des efforts déployés par le Canada et d'autres pays, le PAM a élaboré une nouvelle Politique en matière de transferts monétaires qui vise à placer les femmes et les filles au premier plan de ses politiques, ce qui constitue une étape importante pour faire progresser l'action humanitaire tenant compte des sexospécificités.

Le Canada a également continué à mettre à profit la diplomatie humanitaire sur le terrain. Par exemple, dans le cadre d'un dialogue bilatéral et multilatéral, le Canada a encouragé les parties aux conflits armés en Éthiopie, en Ukraine et au Soudan à respecter le droit humanitaire international, notamment l'obligation de permettre et de faciliter le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire pour les civils dans le besoin, et de respecter et de protéger le personnel et les infrastructures humanitaires et médicales.

En 2022-2023, le Canada a continué à soutenir des interventions ciblées visant à intégrer les considérations de genre dans les interventions humanitaires d'urgence dans tous les efforts de politique et de programmation de nos partenaires. Par exemple, le Canada a versé plus de 25,5 millions de dollars à des ONG partenaires pour qu'elles fournissent des services spécialisés de prévention et d'intervention en cas de violence fondée sur le genre, ainsi que des services de santé sexuelle et reproductive dans les situations d'urgence.

Ce financement a aidé les ONG partenaires à fournir des services de santé sexuelle et reproductive à quelque 391 000 personnes, ce qui a permis d'éviter les décès, les maladies et les handicaps liés aux grossesses non désirées, aux complications obstétriques, aux troubles de la reproduction et à la violence fondée sur le genre.

En outre, pour renforcer l'évaluation des données et des besoins au sein du système, le Canada a apporté un soutien financier à la Classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2 millions de dollars, 2022-2023) et au Cadre d'analyse intersectorielle conjointe (500 000 dollars, 2022-2023). Le



Canada a également travaillé avec [Ground Truth Solutions](#) pour soutenir la responsabilisation envers les populations touchées (25 000 dollars, 2022-2023). Il s'agissait notamment de mener des enquêtes quantitatives auprès des communautés touchées par la crise au [Burkina Faso](#) et d'utiliser les résultats pour faire entendre la voix de ces communautés et plaider pour que les plans humanitaires soient axés sur leurs opinions et leurs préoccupations.

En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : Dignité humaine \(Action humanitaire sensible au genre\)](#)
- [Charte internationale Espace et catastrophes majeures](#)





Référence photographique : © UNICEF/UNI183054/Nesbitt, Éthiopie

La croissance au service de tous



La croissance économique mondiale a connu un fort ralentissement en raison des effets continus de la pandémie de COVID-19, de l'inflation galopante, des taux d'intérêt élevés et des perturbations causées par l'escalade des tensions géopolitiques dans le monde, y compris l'invasion de l'Ukraine par la Russie. De nombreux pays en développement présentent des taux de croissance économique plus faibles, ce qui pourrait entraîner une augmentation des taux de pauvreté – y compris dans les pays qui sont déjà confrontés à des niveaux élevés de pauvreté – qui touche les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées, en particulier les femmes et les filles.

Le Canada appuie des interventions dans les pays les plus touchés par la pauvreté persistante et extrême. Ces interventions s'attaquent aux obstacles à la croissance inclusive et à la participation pleine et égale des femmes à l'économie, y compris à tout ce qui empêche les femmes de posséder des actifs ou d'accéder aux services financiers, aux marchés ou aux possibilités commerciales. En travaillant avec des femmes et des jeunes entrepreneurs, notamment des petits exploitants agricoles, des commerçants et des femmes migrantes, le Canada aide les populations marginalisées à améliorer leurs moyens de subsistance et à renforcer leur pouvoir économique, leurs droits et leurs occasions d'affaires. Le premier ministre s'est engagé à verser 100 millions de dollars sur cinq ans pour résoudre les problèmes liés aux soins non rémunérés et rémunérés dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Cet engagement reconnaît la valeur de l'économie des soins, à la suite de la pandémie de COVID, et ses inégalités inhérentes entre les genres en ce qui concerne la responsabilité disproportionnée pour la prestation de soins portée par les femmes et les filles.

En 2022-2023, le Canada a investi 1 358 millions de dollars en aide internationale dans le champ d'action [La croissance au service de tous](#), dont 1 275 millions de dollars en aide au développement officielle. Ce champ d'action vise à contribuer à **l'amélioration du bien-être et des droits économiques des personnes les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles**, dans les pays où le Canada est présent. Pour ce faire, le Canada a investi dans une série de projets et d'initiatives visant à obtenir des résultats dans le cadre des pistes d'action suivantes :

- réduire les obstacles au renforcement du pouvoir économique des femmes;
- bâtir des économies plus inclusives et durables;
- renforcer la résilience économique.

Des exemples de résultats obtenus dans le cadre des pistes d'action susmentionnées sont présentés ci-dessous.



Point de mire sur les réussites

Éliminer les obstacles au renforcement du pouvoir économique des femmes

En juin 2021, le Canada a annoncé un engagement de 100 millions de dollars sur cinq ans pour résoudre les problèmes liés au travail de soins non rémunéré et rémunéré dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Par exemple, en 2022, l'investissement du Canada dans l'initiative multidonateurs [Investir dans la garde d'enfants](#) (en anglais seulement) de la Banque mondiale (10 millions de dollars, 2022-2024) a contribué à des activités de garde d'enfants dans plus de 28 pays, dont la majorité se trouve en Afrique subsaharienne. Cet investissement comprend 26 petites subventions catalytiques qui ont aidé les pays à faire avancer leur programme en matière de garde d'enfants, et cinq subventions plus importantes (de 2 à 5 millions de dollars) mises en œuvre par les gouvernements nationaux en Côte d'Ivoire, en Moldavie, au Rwanda, au Sénégal et en Somalie. Ces initiatives soutiennent la collecte de données et d'éléments probants, l'échange de connaissances et le travail analytique sur la garde d'enfants, ainsi que le renforcement des capacités. Ces mesures devraient accroître l'offre de services de garde d'enfants de qualité et abordables, en particulier pour les familles les plus vulnérables, et favoriser le renforcement du pouvoir économique des femmes.

Le rapport [Ouvrir des portes : des opportunités plus nombreuses et meilleures pour les travailleurs domestiques](#) (3 millions de dollars, 2020-2025) de l'Organisation internationale du Travail a contribué à l'amélioration des conditions socio-économiques et au renforcement du pouvoir des femmes travaillant dans le secteur des soins, en particulier les travailleuses domestiques, au Pérou. Les partenaires ont facilité l'enregistrement de 3 490 travailleuses domestiques par leurs employeurs et ont organisé des ateliers avec des travailleuses domestiques, des syndicats de travailleuses domestiques et d'autres organisations de femmes sur le renforcement des capacités des travailleuses à protéger leurs droits et à améliorer leurs conditions de travail.

En Irak, en Jordanie et au Liban, des projets tels que le [Mécanisme pour l'égalité des sexes au Mashreq](#) (Umbrella Facility for Gender Equality, 3,4 millions de dollars au Liban et un total de 10 millions de dollars pour le Liban, la Jordanie et l'Irak, 2018-2024) a permis l'accès à au développement des compétences et à la formation pour améliorer les droits économiques et les moyens de subsistance, en particulier pour les femmes et les jeunes pauvres et marginalisés. Dans le cadre de ces projets, les entrepreneures ont reçu une formation professionnelle, entrepreneuriale et financière. Cela a conduit à des réformes politiques qui ont amélioré l'accès des femmes aux possibilités économiques et au travail décent, et facilité le placement et l'emploi indépendant en mettant les femmes en contact avec les employeurs. Les projets se sont attaqués aux difficultés auxquelles les femmes entrepreneures sont confrontées en rendant les processus d'enregistrement des entreprises en Jordanie et au Liban sensibles à la dimension de genre, et en améliorant l'accès au financement pour les entrepreneures en Irak. Grâce à des séances d'éducation communautaire et à des ateliers, les projets ont permis d'accroître la sensibilisation à l'importance du renforcement du pouvoir économique des femmes et ont débouché sur des modèles d'entreprise innovants qui soutiennent des entreprises dirigées par des femmes dans les domaines de l'économie verte, des énergies renouvelables et de l'agriculture.

En Cisjordanie et à Gaza, plusieurs projets financés par le Canada ont mis l'accent sur l'augmentation de l'emploi et de l'entrepreneuriat, en particulier pour les femmes et les jeunes. Ces projets se sont concentrés sur la réduction des obstacles auxquels les femmes et les autres groupes marginalisés sont confrontés lorsqu'ils accèdent aux possibilités économiques, sur l'élimination des obstacles à la participation fondés sur le genre et sur l'amélioration de la prise de décision et de l'accès aux ressources et à la formation pour les femmes et les jeunes. Par exemple, en 2022-2023, le projet [Création de possibilités de revenus pour les femmes et les jeunes](#) (Cowater International, près de 10 millions de dollars, 2018-2024) a aidé 659 entrepreneures à trouver un emploi ou à créer des micro-, petites et moyennes entreprises.



Au Liban, les projets ont contribué à améliorer l'environnement dans lequel les femmes et les jeunes peuvent exercer leurs droits économiques et leur leadership au sein de leurs familles, de leurs communautés et dans les secteurs civil, public et privé afin de garantir des moyens de subsistance durables et des occasions d'entrepreneuriat. Des projets tels que [Soutien aux coopératives et associations organisées de femmes dans le secteur agro-alimentaire](#) (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, plus de 6,3 millions de dollars, 2018-2024) évaluent et traitent les lois et politiques discriminatoires qui entravent la participation économique des femmes, et visent à créer un environnement favorable en préconisant des réformes et des modifications juridiques pour promouvoir l'égalité des genres. Ce projet met l'accent sur l'importance de la participation des parties prenantes et de la sensibilisation en formant diverses parties prenantes, notamment des fonctionnaires et des entreprises dirigées par des femmes, afin de les doter des connaissances et des outils nécessaires pour soutenir le renforcement du pouvoir économique et l'entrepreneuriat des femmes. Grâce aux programmes du Canada, 675 participants libanais (dont 631 femmes) issus de 257 coopératives et associations informelles différentes ont bénéficié d'une formation à l'école des affaires coopératives afin d'accroître leur capacité à élaborer des plans d'affaires et à améliorer leur productivité dans le secteur agroalimentaire. En outre, 45 employés du ministère de l'Agriculture ont été formés à l'intégration de la dimension du genre au sein du mouvement coopératif agricole du pays, ce qui leur a permis d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires pour soutenir le renforcement du pouvoir économique des femmes au Liban.



Inspirées par les abeilles, une mère et sa fille deviennent les reines de Vita-Bee

Theresa et Maria Nehme sont un duo mère-fille d'apicultrices du nord du Liban qui ont trouvé dans le monde des colonies d'abeilles une passion et une source de revenus prometteuse. Elles faisaient partie d'un [projet](#) soutenu par le PNUD et le Canada (10 millions de dollars, 2018-2023) qui a formé près de 250 femmes sur l'apiculture et leur a fourni les outils et l'équipement nécessaires pour se lancer dans la création de leur propre entreprise. Maria a déclaré ceci : « Votre aide nous a permis de bâtir une exploitation indépendante, de passer de trois ruches à 100 ruches et de persister vers la réalisation de nos objectifs les plus ambitieux. » Leur miel brut et leurs produits de soin de la peau infusés au miel sont de plus en plus populaires, et elles travaillent sur le lancement de leur site Web, « Vita-Bee », afin de pouvoir exporter. Inspirées par le travail acharné et la farouche détermination de leurs abeilles, Theresa et Maria expriment leur soutien à la participation économique des femmes dans tous les secteurs et domaines.



Légende : Theresa et Maria Nehme, mère et fille, montrant la cire d'abeille recueillie dans leurs ruches.
Texte alt. – Une mère et sa fille debout, dos à dos, portant des tenues apicoles. La fille, à gauche, tient un cadre de ruche.
Référence photographique : © PNUD / Rana Sweidan, Liban

Bâtir des économies plus inclusives et durables

En 2022-2023, la contribution du Canada à la croissance économique inclusive et durable comprenait le [Programme de développement de coopératives modèles inclusives et durables](#) géré par SOCODEVI, qui a aidé à renforcer la sécurité financière et la résilience économique des membres de cinq coopératives modèles au Sénégal, au Ghana et en Côte d'Ivoire. Grâce au projet, trois des cinq coopératives (dont une au Sénégal et deux en Côte d'Ivoire) ont vu une augmentation (entre 20 % et 100 %) de l'utilisation des produits et services par leurs membres, ce qui a contribué à améliorer les résultats de la coopérative et les conditions de vie des membres.



Le Programme d'innovation en aide internationale du Canada a fourni 237,5 millions de dollars d'aide internationale en 2022-2023, contribuant à créer des emplois pour les femmes et à promouvoir une croissance économique durable grâce à des financements innovants.

Le soutien du Canada au fonds [Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique](#) a débloqué 98 millions de dollars de financement pour 5 000 petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes, leur permettant ainsi d'accéder à des prêts allant de 3 000 à 1,5 million de dollars.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le projet [2X Canada : Relance économique inclusive](#), mis en œuvre avec FinDev Canada, a investi 15 millions de dollars dans LocFund Next, un fonds qui investit dans des institutions de microfinance afin que celles-ci puissent fournir des services financiers aux populations vulnérables et à faibles revenus. Le nombre d'institutions bénéficiant d'un financement a ainsi augmenté, passant de 32 institutions de microfinance à plus de 70. Au moins 200 000 clients de la microfinance, dont la moitié étaient des femmes, ont reçu un financement et on estime que 2,4 millions de personnes ont bénéficié d'un accès à des services financiers (tels que des prêts) qui leur étaient auparavant inaccessibles.

La contribution du Canada au projet [Opportunités durables pour l'emploi en Colombie, en Équateur et au Pérou](#) (6 millions de dollars, 2022-2024), géré par CUSO, a permis de créer des possibilités d'emploi et d'accroître la stabilité financière des populations vulnérables de réfugiés et migrants vénézuéliens. Le projet a réussi à mobiliser près de 5 000 participants grâce à des partenariats avec le secteur privé. En conséquence, environ 75 % des participants (dont près de 63 % de femmes, 81 % de jeunes et près de 10 % de victimes de conflits) ont obtenu un emploi. Le fait de soutenir la transition des participants vers l'économie formelle a amélioré leur sécurité et leur stabilité d'emploi, a favorisé l'égalité des genres sur le marché du travail et a permis l'accès à la sécurité sociale. En outre, les partenaires du secteur privé du projet ont reconnu que le fait de travailler avec des personnes issues de groupes traditionnellement sous-représentés présentait des avantages, tels qu'un accroissement de la concurrence, de l'innovation et de la productivité.



Des insectes pour soutenir les agriculteurs au Kenya et en Ouganda

Les insectes s'avèrent être une source de protéines abordables pour les agriculteurs du Kenya et de l'Ouganda, qui doivent faire face à la montée en flèche des prix des aliments traditionnels pour la volaille et le bétail. Le [fonds Cultiver l'avenir de l'Afrique](#) (CultivAF) – un partenariat de 35 millions de dollars entre le Centre de recherches pour le développement international du Canada et l'Australian Centre for International Agricultural Research – a soutenu des recherches qui ont clairement démontré la rentabilité de l'élevage d'insectes à grande échelle pour la production d'aliments pour animaux.

Doreen Mbaya Ariwi, propriétaire d'un élevage de volailles au Kenya, était menacée de faillite en raison de l'augmentation du coût des aliments pour animaux. Toutefois, avec l'aide de CultivAF, elle a cofondé Bug's Life, une entreprise qui fournit des aliments à base d'insectes à ses 3 000 poulets. Elle vend également une tonne d'aliments à base d'insectes par mois à un producteur local d'aliments pour animaux de compagnie.

« Les insectes m'ont permis de relancer mon entreprise », explique-t-elle. « Les poulets grossissent plus vite et j'en obtiens un meilleur prix qu'auparavant. »



Légende : Doreen Mbaya Ariwi, cofondatrice de Bug's Life, montre des grilles utilisés dans la fabrication d'aliments pour animaux à Machakos, au Kenya. L'utilisation d'insectes pour nourrir les animaux de sa ferme a permis de relancer son activité.

Référence photographique : © Georgina Smith, Kenya

Renforcer la résilience économique

Grâce au projet [Faire du commerce un succès pour les femmes en Afrique de l'Est](#) (15 millions de dollars, 2018-2023), le partenariat du Canada avec TradeMark East Africa a contribué au renforcement du pouvoir économique des femmes commerçantes au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Rwanda, au Burundi, au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo. Le passage des frontières a été facilité par des réformes législatives, ce qui a amélioré la mobilité des petites commerçantes informelles participantes. En outre, neuf nouvelles recommandations soumises par les associations de femmes commerçantes ont été adoptées par les décideurs concernés (principalement des fonctionnaires). Le projet a contribué à la création d'une coopérative pour femmes handicapées et, au total, a soutenu plus de 63 500 participants. Près de 70 500 commerçants et agriculteurs ont été mis en contact avec de nouveaux marchés et de nouvelles possibilités commerciales, dépassant ainsi l'objectif du projet d'environ 15 %. Environ 22 800 femmes commerçantes transfrontalières sont passées du



commerce informel au commerce formel avec l'aide d'associations et de coopératives créées aux frontières ciblées. La transition vers le commerce formel a également permis d'augmenter leurs ventes mensuelles, qui sont passées d'une moyenne de 328 dollars à 468 dollars.

Donner un coup de pouce aux entrepreneures dans le nord du Nigéria

Grâce au soutien du Canada au projet [Entrepreneuriat chez les jeunes et autonomisation des femmes au nord du Nigéria](#) de l'organisation [Mennonite Economic Development Associates](#) (plus de 15 millions de dollars, 2017-2023), les entrepreneures acquièrent des compétences commerciales essentielles.

Rakiya est une transformatrice d'arachides dans la communauté de Durum, dans l'État de Bauchi, et l'une des femmes ayant participé à ce projet. Il y a six ans, elle a commencé à fabriquer des gâteaux et de l'huile à base d'arachide. Le travail était extrêmement intensif, mais peu rentable.

Or, quelques mois après s'être jointe au groupe d'épargne et de crédit des entrepreneures du projet, Rakiya est devenue l'agente de vente de son groupe. Elle a reçu une formation en développement d'entreprise et en finance numérique, et a demandé un prêt pour acquérir des machines de broyage et d'extraction d'huile.

« J'ai obtenu un prêt pour ces machines auprès d'une organisation financière appelée Rahama au taux de 340 000 NGN (environ 560 \$) à rembourser dans un délai de six mois, mais j'ai décidé de rembourser le prêt dans un délai de trois mois », explique-t-elle.

Deux mois après avoir commencé à utiliser les machines, sa production a augmenté et elle est maintenant sûre de pouvoir rembourser le prêt en un mois. Désormais, ses produits emballés se vendent bien sur le campus universitaire et sur le marché Mami de la caserne de l'armée de l'air, et elle est en mesure de payer les frais de scolarité de ses trois enfants.



Légende : Rakiya, une transformatrice d'arachides de la communauté de Durum dans l'État de Bauchi, au Nigéria, avec ses gâteaux et son huile à base d'arachides.

Référence photographique : © Emerald Capital Management and Consults Ltd / Usman Ladan, Nigéria, 2022

En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : La croissance au service de tous](#)
- [Les pays en développement seront durement touchés par un ralentissement brutal et durable](#)





Référence photographique : © WFP/Dana Houalla, Liban

Environnement et action pour le climat

Objectifs de développement durable



Les changements climatiques et la perte de biodiversité constituent une menace croissante pour la planète et pour tous les êtres humains. Les changements climatiques exacerbent les vulnérabilités préexistantes et contribuent à l'insécurité. On s'attend à ce que les défis géopolitiques liés au climat continuent d'augmenter, notamment les conflits liés aux terres arables, à l'eau et aux ressources alimentaires, ainsi que les déplacements de populations dus au climat. Les pays en développement sont les plus durement touchés et les moins bien équipés pour prévenir les conséquences et y faire face. Les petits États insulaires en développement sont également confrontés à des vulnérabilités structurelles et systémiques. De plus en plus exposés aux effets des changements climatiques, ils subissent les conséquences des pays à fortes émissions sous la forme de risques naturels dangereux et intenses tels que les inondations, la sécheresse et l'érosion côtière.

Alors que près de la moitié de la population mondiale dépend directement de la biodiversité et des ressources naturelles pour sa subsistance, la perte de biodiversité devrait se poursuivre et jusqu'à un million d'espèces sont menacées d'extinction, ce qui aura des conséquences socio-économiques désastreuses à l'échelle mondiale. La nature fournit des services écosystémiques essentiels, depuis la pollinisation des cultures et la protection des côtes contre les inondations et l'érosion jusqu'à l'approvisionnement en eau, la production de bois, la pêche et le stockage du carbone. Selon le Fonds mondial pour la nature, si nous continuons à faire comme si de rien n'était, ces services disparaîtront et l'économie mondiale perdra au moins 479 milliards de dollars par an, et près de 10 000 milliards de dollars d'ici 2050.

Conformément à la Politique d'aide internationale féministe, le Canada donne la priorité à l'égalité des genres et au renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans ses efforts pour faire progresser la lutte contre les changements climatiques et la dégradation de l'environnement, et pour promouvoir la gestion durable des ressources naturelles.

Le champ d'action [Environnement et action pour le climat](#) est au cœur des efforts de développement déployés par le Canada pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter, pour protéger la planète de la dégradation et pour promouvoir la gestion durable des ressources naturelles. Les gains de développement à long terme sont réduits lorsque l'environnement est menacé, car les populations pauvres et vulnérables sont touchées de manière disproportionnée par les changements climatiques et la dégradation de l'environnement, et leurs moyens de subsistance et leur bien-être



dépendent de leur accès à un environnement sain et géré de manière durable. Dans son soutien aux pays en développement, en ce qui concerne les résultats en matière d'environnement et de réduction de la pauvreté, le Canada se concentre sur les domaines à incidence élevée. En particulier, le Canada s'est engagé à soutenir les pays en développement dans leurs efforts de transition vers un monde à faibles émissions de carbone, résilient aux changements climatiques et respectueux de la nature. Elle soutient des initiatives qui réduiront les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), amélioreront l'adaptation et la résilience au climat, et protégeront et géreront durablement les écosystèmes et leurs services. Le précédent engagement financier du Canada en faveur du climat (2015-2021), d'un montant de 2,65 milliards de dollars, devrait permettre de réduire ou d'éviter plus de 200 mégatonnes d'émissions de GES. Cette réduction équivaut au retrait d'environ 57 millions de voitures de la circulation par an et aidera plus de 6 millions de personnes à s'adapter aux effets des changements climatiques d'ici 2030. En 2021, le Canada a doublé son financement international de la lutte pour le climat, le portant à 5,3 milliards de dollars (2021-2026).

En 2022-2023, le Canada a investi 1 242 millions de dollars en aide internationale dans le champ d'action Environnement et action pour climat, dont 1 230 millions de dollars en aide au développement officielle. Ce champ d'action vise à contribuer à **l'amélioration de l'état de l'environnement et de la résilience climatique des populations les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles**, dans les pays où le Canada est présent. Pour ce faire, en 2022-2023, soutenu par les engagements financiers du Canada en matière de climat et d'autres programmes environnementaux et climatiques, le Canada s'est concentré sur l'augmentation significative de l'aide pour atteindre les résultats dans le cadre des pistes d'action suivantes :

- renforcer la gouvernance environnementale et le pouvoir des femmes;
- mobiliser les entreprises en faveur de la performance environnementale;
- promouvoir les pratiques environnementales qui appuient des communautés saines, résilientes et adaptatives.

En outre, lors de la Conférence des parties des Nations Unies sur la diversité biologique qui s'est tenue à Montréal en 2022, le Canada a annoncé un financement nouveau et supplémentaire de 350 millions de dollars (2023-2026) pour aider les pays en développement à mettre en œuvre le Cadre mondial pour la biodiversité Kunming-Montréal afin de stopper et d'inverser la perte de biodiversité d'ici 2030.

Des exemples de résultats obtenus dans le cadre des pistes d'action susmentionnées sont présentés ci-dessous.

Point de mire sur les réussites

Renforcer la gouvernance environnementale sensible au genre dans le monde entier

Dans le cadre de son programme de financement climatique, le Canada soutient l'élaboration de solutions de gouvernance climatique sensibles au genre qui répondent aux besoins et aux défis propres aux femmes et aux filles du monde entier. Par exemple, le Canada contribue à accroître les connaissances des populations et leur capacité à élaborer et à mettre en œuvre des mesures pour lutter contre les changements climatiques grâce aux initiatives ciblées suivantes en Amérique latine et dans les Caraïbes :

- [Construire la résilience des communautés](#) (Croix-Rouge canadienne, près de 4,8 millions de dollars, 2018-2022) au Belize, au Suriname et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines;
- [Appui à l'Agence d'exécution de la résilience climatique de la Dominique](#) (3,7 millions de dollars, 2019-2024);



- [Renforcement du pouvoir des femmes pour l'action pour le climat au Honduras](#) (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), plus de 6,6 millions de dollars, 2018-2023).

En 2022-2023, un total de 9 752 personnes, dont quelque 5 400 femmes (bénéficiaires directs), ont reçu une formation pour améliorer leurs connaissances sur la manière d'élaborer, de mettre en œuvre et de participer aux mécanismes et aux solutions de gouvernance en matière de changements climatiques. Ces formations portaient notamment sur la réaction aux catastrophes, la gestion de l'eau et la sensibilisation aux questions d'égalité des genres. Les activités du projet aident les bénéficiaires à répondre aux effets des changements climatiques. Par exemple, dans le cadre du projet de renforcement de la résilience communautaire sensible au genre, 18 389 membres de communautés (bénéficiaires indirects) au Belize, au Suriname et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont amélioré leur résilience aux catastrophes grâce à la formation et à l'intégration de l'égalité des genres et de l'adaptation aux changements climatiques dans les plans communautaires.

Le Canada aide les collectivités locales à améliorer leur gouvernance climatique. Par exemple, en Indonésie, le programme [Terre pour la vie – Paysage durable pour des moyens de subsistance résilients au climat](#) (Centre international pour la recherche en agroforesterie, 17 millions de dollars, 2021-2025) a permis aux gouvernements provinciaux de Sumatra du Sud, de Sulawesi du Sud et de Nusa Tenggara de l'Est de planifier et de mettre en œuvre des mesures d'adaptation aux changements climatiques dans le cadre de leurs politiques d'utilisation durable des terres et de développement. Dans les trois provinces, le projet a facilité l'adoption d'approches sensibles au genre, en aidant les gouvernements locaux à cerner les préoccupations propres aux femmes, y compris celles liées à leur accès aux ressources et aux services. Le projet devrait permettre à 1 800 personnes, dont 720 femmes, d'améliorer leurs connaissances et leurs capacités en matière d'agriculture intelligente face au climat et de solutions pour le système alimentaire. Depuis le début du projet en 2021, 147 personnes, dont 78 femmes, ont considérablement amélioré et appliqué leurs connaissances en matière d'agriculture intelligente face au climat. Le projet mené en Indonésie constitue un modèle évolutif de développement intelligent face au climat, qui peut être reproduit dans d'autres régions.

L'[Energy Efficiency Hub](#) (en anglais seulement) (EE Hub) est une plateforme volontaire de 16 pays qui encourage la collaboration et les échanges entre gouvernements sur la réglementation et la mise en œuvre des politiques d'efficacité énergétique. Cette plateforme a accueilli plusieurs ateliers pour partager les pratiques exemplaires, dont certains avec la participation d'experts canadiens, ce qui a permis d'améliorer l'efficacité de ces politiques dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie, de l'électroménager et des transports. Ressources naturelles Canada (RNC) représente le Canada sur cette plateforme et a fourni la contribution de 120 000 dollars du Canada en 2022-2023, qui a soutenu les [activités en cours de l'EE Hub](#) (en anglais seulement), y compris ses cinq groupes de travail. Ces groupes permettent aux experts en la matière d'échanger des informations sur les politiques actuelles de leur pays en matière d'efficacité énergétique et de discuter des domaines émergents.



En 2022-2023, le Canada a continué à s'associer à des organisations internationales pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des cadres environnementaux solides. En tant que membre du Conseil du [Fonds pour l'environnement mondial](#) (FEM) et grâce à sa contribution de 241,8 millions de dollars à la huitième reconstitution des ressources du FEM (2022-2026), le Canada aide les pays en développement à lutter contre les effets de plus en plus négatifs des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution tout en les aidant à remplir leurs obligations au titre des cinq conventions environnementales (CCNUCC, CNUDB, CNULD, Minamata et Stockholm) que le FEM sert.

L'atténuation des causes des changements climatiques est une priorité essentielle pour le FEM et elle est indispensable pour progresser dans tous les domaines d'intervention. Le FEM encourage l'innovation technologique et mobilise toutes les sources de financement public et privé pour les technologies à faibles émissions. Les fonds du FEM soutiennent également des solutions basées sur la nature qui renforcent les stocks de carbone terrestres et côtiers. En 2022-2023, les investissements du FEM ont permis de réduire les GES de 147,3 millions de tonnes.

Le Canada utilise son siège au Conseil pour suivre les progrès réalisés en matière d'égalité des genres et pour plaider en faveur de l'inclusion des femmes et des filles dans tous les partenariats. Le Canada plaide en faveur de l'amélioration des mesures d'établissement de rapports, du partage des connaissances et du renforcement des capacités en matière d'égalité des genres dans tous les projets du FEM. Des cadres ont été établis pour contrôler et suivre les indicateurs et les résultats ventilés par sexe et sensibles à la dimension du genre au niveau des programmes et des projets. Par exemple, le programme Systèmes alimentaires résilients a développé un cadre de suivi du genre à l'échelle du programme qui est soutenu par l'élaboration de lignes directrices de suivi.



Placer les communautés locales au cœur de la conservation des forêts de Madagascar

Étant donné le rôle que jouent les forêts de Madagascar dans la biodiversité et dans l'atténuation des changements climatiques, il est essentiel de les conserver. Pourtant, l'avis des populations locales n'est pas pris en compte dans les discussions sur la manière de protéger ces forêts et de lutter contre les changements climatiques.

Le projet [Forest4Climate&People](#), soutenu par un partenariat entre le Royaume-Uni et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), a placé les populations locales au centre des décisions relatives à la conservation et à la restauration des forêts. L'objectif du projet est de garantir l'efficacité des programmes de carbone forestier, tout en veillant à ce que ces programmes n'aient pas d'effet négatif sur les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.

L'équipe du projet a réalisé une vidéo mettant en lumière les expériences des communautés vivant à la lisière des forêts, qui a été largement utilisée pour soutenir les discussions et communiquer avec les décideurs politiques. Il a permis à des habitants de la région de s'exprimer lors de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) et a touché un public international sur BBC Radio 4. Plus récemment, des engagements continus entre l'équipe de recherche et le gouvernement ont incité le ministre malgache de l'Environnement et du Développement durable à inviter l'équipe de recherche à contribuer à la révision et à la mise à jour des principales politiques de conservation liées à l'engagement avec les communautés de la lisière de la forêt.



Légende : Des fonctionnaires et des membres de la communauté locale participant à une activité de plantation d'arbres dans le cadre d'une discussion sur les défis de la conservation des forêts.
Référence photographique : © Forest4Climate&People, Madagascar

En 2022-2023, le Canada a continué à soutenir le [Réseau international de forêts modèles \(RIFM\)](#), le plus grand réseau mondial consacré à la gouvernance durable des paysages. Grâce à [RESTAURacción : Restauration des paysages forestiers d'Amérique latine](#), le Secrétariat du RIFM du Service canadien des forêts de RNCan s'est concentré sur le renforcement du leadership des femmes en matière d'utilisation durable des terres et sur la collaboration avec huit partenaires des forêts modèles en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Guatemala et au Pérou en vue de restaurer les forêts dégradées.



En 2022-2023, le Secrétariat du RIFM a également mis en œuvre le [déploiement de plateformes de leadership fondées sur la nature](#). Cet investissement de 18,7 millions de dollars sur quatre ans fait appel aux partenariats du RIFM dans les pays admissibles à l'ADO pour intensifier la restauration des forêts et des paysages, pour permettre une gouvernance inclusive des paysages et pour former la prochaine génération de dirigeants forestiers dans la lutte contre les changements climatiques et la perte de biodiversité. Au cours de son année inaugurale, RIFM Climat a permis à un partenaire régional de la forêt modèle du Costa Rica de créer sept bourses d'études. Quatre d'entre elles concernaient des femmes (deux au Brésil, une au Pérou et une au Honduras) et trois des hommes (un au Pérou, un en Équateur et un au Costa Rica). Ces bourses renforceront les capacités de recherche de la prochaine génération de leaders forestiers. Une assistance technique a également été fournie aux forêts modèles brésiliennes et guatémaltèques en termes d'approches de gouvernance pour la restauration des paysages forestiers et en matière de promotion de la gestion et de l'utilisation durables des ressources au niveau du paysage.

Mobiliser les entreprises pour améliorer la performance environnementale

Le [Fonds canadien pour les changements climatiques](#) (350 millions de dollars, 2011-2030), un partenariat entre le Canada et la Société financière internationale, a amélioré l'accès à l'énergie renouvelable pour plus de 4 millions de personnes, réduisant ainsi les émissions d'équivalent CO₂ de deux mégatonnes par an, ce qui équivaut à retirer un demi-million de voitures de la circulation par an.

Le programme encourage le financement par le secteur privé de projets d'énergie propre, grâce à l'utilisation de financement concessionnel pour catalyser les investissements dans les technologies renouvelables et à faible teneur en carbone qui ne seraient pas réalisés autrement.

Le financement international du Canada en matière de climat augmente l'accès aux solutions et technologies énergétiques propres, soutient la réduction des GES et crée des emplois dans le secteur des énergies renouvelables dans les pays en développement. Par exemple, en 2022, la [phase I](#) (Banque asiatique de développement, 75 millions de dollars, 2013-2040) et la [phase II](#) (Banque asiatique de développement, 200 millions de dollars, 2017-2044) du Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie ont permis de créer des emplois pour plus de 12 500 personnes. Ils contribuent à renforcer l'autonomie des femmes en leur offrant des possibilités d'emploi dans la construction et l'exploitation de projets d'énergie renouvelable tels que l'énergie solaire et les centrales hydroélectriques, où les femmes sont largement sous-représentées. En améliorant l'accès à une énergie propre et fiable, les fonds canadiens contribuent à améliorer la vie et l'autonomie des femmes et des filles en leur permettant d'accéder à des activités plus productives. Par exemple, les études montrent que dans les foyers équipés d'électricité, les femmes consacrent moins de temps aux tâches ménagères et sont plus susceptibles de participer à des activités génératrices de revenus, et que les filles ont un niveau d'éducation plus élevé.

En 2022-2023, le soutien continu du Programme d'innovation en aide internationale au [Fonds de secours pour l'accès à l'énergie](#) (28 millions de dollars, 2022-2025) en Asie et en Afrique a permis à 75 entreprises d'énergie solaire hors réseau de bénéficier de prêts à faible taux d'intérêt. Ce soutien a permis à certaines entreprises d'éviter de déposer le bilan et leur a permis de fournir de l'énergie propre à quelque 3 millions de personnes, dont la moitié sont des femmes. L'année dernière, plus de 14 800 entrepreneurs, dont 5 600 femmes, ont utilisé cette énergie propre pour soutenir leurs entreprises, évitant ainsi des émissions d'équivalent CO₂ de 3,9 millions de tonnes, ce qui revient à retirer plus d'un million de voitures de la circulation par an.



Soutenir une croissance économique durable grâce à l'énergie solaire au Burkina Faso

Au Burkina Faso, le projet [Énergie et croissance économique durables dans la région de la Boucle du Mouhoun](#) (Cowater International Inc., plus de 17 million de dollars, 2017-2023) stimule la croissance économique en se concentrant sur l'amélioration de l'accès aux énergies renouvelables, le développement économique local, ainsi que la gouvernance et le renforcement des capacités. Le projet a permis à 90 producteurs individuels et à 38 groupes de femmes de disposer d'installations d'irrigation, de conservation et de production fonctionnant à l'énergie solaire.

Deux de ces groupes de femmes ont bénéficié d'un projet pilote qui a fourni des moteurs hybrides fonctionnant à l'énergie solaire pour compléter les moteurs diesel existants utilisés pour leurs activités agricoles. Grâce au projet, le village de Touruba dispose désormais de deux moteurs hybrides qui alimentent une décortiqueuse et un moulin à farine. En conséquence, les groupes de femmes ont vu leurs coûts de carburant et de réparation diminuer. La farine qu'ils produisent est également plus fine et ne sent plus le carburant.

« L'hybridation a réellement réduit la pénibilité du travail des femmes et augmenté leurs revenus. La plateforme solaire hybride nous facilite vraiment la tâche. Il suffit d'appuyer sur un bouton pour qu'elle démarre, contrairement à l'autre plateforme dont la mise en marche nécessitait beaucoup de temps, et surtout de force », explique Mandé Bibata, membre du groupe Touruba.

L'utilisation de ce système solaire contribue également à l'égalité des genres, car les femmes ne dépendent plus des hommes pour fournir le combustible. En équipant les groupes de femmes de systèmes de pompage solaire, les femmes sont plus indépendantes et, surtout, elles ne sont pas marginalisées lorsque le carburant se fait rare.

Les groupes de femmes mettent maintenant en place d'autres activités alimentées par l'énergie solaire, telles que la production et la vente de jus naturels et de glace, et la fourniture de services de recharge téléphonique. Les coopératives utilisent ces revenus pour accorder des prêts remboursables à leurs membres afin qu'ils puissent s'engager dans leurs propres activités génératrices de revenus.



Légende : Mandé Bibata, membre du groupe Touruba.
Référence photographique : © Jade Production, Burkina Faso, 2023



Investir dans les pratiques environnementales qui appuient des communautés saines, résilientes et adaptatives

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le financement climatique du Canada aide les petits exploitants agricoles à adopter des pratiques et des technologies qui leur permettent de s'adapter aux changements climatiques et de réduire leurs émissions de GES. À partir de 2022-2023, plus de 6 400 personnes, dont près de 2 200 femmes, auront amélioré leurs connaissances et leurs capacités à élaborer et à mettre en œuvre des solutions pour une agriculture et un système alimentaire intelligents face au climat. Par exemple, depuis 2018, le projet [Adaptation climatique et valorisation économique des filières agricoles en Haïti](#) (Centre d'étude et de coopération internationale, 13 millions de dollars, 2019-2025) a permis à près de 3 400 agriculteurs et membres de coopératives en Haïti, dont 1 321 femmes, d'adopter des pratiques d'adaptation aux changements climatiques dans les systèmes agroforestiers du pays basés sur le cacao et l'igname, ce qui devrait améliorer les compétences techniques et la productivité agricole.

Le Canada soutient des projets qui tirent parti de solutions fondées sur la nature en protégeant et en restaurant les écosystèmes, tout en générant des avantages pour la biodiversité. Par exemple, le projet [Infrastructure naturelle pour la sécurité hydrique au Pérou](#) (United States Agency for International Development, 16,2 millions de dollars, 2018-2023) améliore la sécurité de l'eau et la résilience aux risques climatiques du pays en promouvant la conservation, la restauration et la remise en état des écosystèmes naturels, ou « infrastructures naturelles ». Depuis son lancement en 2017, le projet a facilité l'élaboration de 38 lois, politiques, réglementations et normes qui traitent de l'adaptation aux changements climatiques au Pérou. Ce projet a amélioré la résilience aux changements climatiques de plus de 6 000 personnes, notamment en utilisant des systèmes d'information sur le climat, en prenant des mesures de réduction des risques et en mettant en œuvre une gestion plus durable de l'eau.

Le soutien canadien au projet [Soutenir la reconstruction en Irak par le développement, la croissance et l'emploi](#) (Entraide universitaire mondiale du Canada, 14 millions de dollars, 2020-2026) a permis de s'attaquer aux points chauds de la pollution environnementale dans sept gouvernorats du pays. Elle a permis d'atténuer et de relever les défis environnementaux grâce à la coopération entre les différents paliers de gouvernement et les parties prenantes. Par exemple, en 2022, le projet a formé des fonctionnaires à cerner, surveiller et traiter plus de 80 points chauds de pollution, avec des retombées positives sur 55 000 personnes vulnérables.

Le [Programme de développement des compétences d'Assouan](#) (Fondation Aga Khan Canada, près de 19 millions de dollars, 2015-2022) et le projet [Amélioration de la nutrition des femmes rurales en Égypte](#) (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, plus de 2,7 millions de dollars, 2021-2023) soutiennent les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de ses effets qui mettent l'accent sur des solutions fondées sur la nature et menées à l'échelle locale. Grâce au soutien du Canada, ces deux projets incitent les entreprises à améliorer leur performance environnementale et à promouvoir des solutions intelligentes en matière de climat et respectueuses de l'égalité des genres. En proposant des formations, des ateliers et des programmes d'entrepreneuriat axés sur des pratiques durables sur le plan environnemental, ces projets ont facilité l'adoption de stratégies d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques favorables à la nature et ont permis à plus de 4 000 femmes entrepreneures de renforcer leur pouvoir dans le cadre de ces deux projets. Par exemple, le projet de nutrition a intégré des considérations environnementales dans les chaînes de valeur telles que l'élevage du bétail, la transformation des produits laitiers et la production horticole. Elle a contribué à la mise en place de 20 serres et tunnels qui permettent de disposer de produits tout au long de l'année. Le choix des légumes plantés a été guidé par une analyse nutritionnelle réalisée dans le cadre du projet. Les femmes peuvent ainsi non seulement vendre leur production pour générer des revenus, mais également améliorer leur état nutritionnel et celui de leur famille en consommant ce qu'elles cultivent.



En 2022-2023, le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) a continué d'aider les ONG locales de 40 pays à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies, des plans, des cadres et des services environnementaux solides. L'objectif est d'amener les femmes et les personnes en situation de vulnérabilité à jouer un rôle actif et à participer à la lutte contre les changements climatiques et la dégradation de l'environnement. Par exemple, grâce au [financement](#) du FCIL, plus de 3 000 élèves du primaire et 263 enseignants de 26 écoles et organisations ont bénéficié d'une expérience pratique avec la Giraffe Conservation Foundation de Namibie (plus de 30 000 dollars, 2021-2023). En reconnectant les jeunes Namubiens avec leur environnement local, ce projet contribue à créer une génération de citoyens sensibles aux questions environnementales, qui seront motivés pour protéger leur environnement naturel et prendre des décisions éclairées en matière de développement durable.

Bien que les petits États insulaires en développement contribuent de manière négligeable aux quantités mondiales de GES, ils se retrouvent en première ligne dans la lutte contre les changements climatiques et sont les plus vulnérables à ses effets. L'objectif du [Réseau d'accès au financement climatique](#) est de soutenir les pays en développement les plus vulnérables au climat, y compris les petits États insulaires en développement, et de les aider à renforcer leurs capacités à structurer et à obtenir des financements publics et privés pour l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ses effets.

Le Canada a annoncé une contribution de 5,25 millions de dollars au Réseau d'accès au financement climatique au cours des deux prochaines années, s'ajoutant à la contribution initiale de 9,5 millions de dollars du Canada en 2020-2021. Ce soutien permettra au Réseau d'accès au financement climatique d'aider les pays en développement, y compris les petits États insulaires en développement, à faire ce qui suit :

- améliorer l'efficacité et la coordination des initiatives mondiales de financement de la lutte contre les changements climatiques;
- élargir la réserve de projets d'adaptation au climat et d'atténuation de ses effets;
- améliorer l'intégration des considérations de genre dans les propositions de projets de financement de la lutte contre les changements climatiques.

À ce jour, le Réseau d'accès au financement climatique a réduit les émissions d'équivalent CO₂ de plus de 153 000 tonnes et a aidé plus de 221 000 bénéficiaires dans huit pays insulaires du Pacifique à diminuer leur vulnérabilité aux effets des changements climatiques.



Financement d'entreprises agroalimentaires durables en Afrique de l'Est et de l'Ouest

L'[Acumen Resilient Agriculture Fund](#) (ARAF) (Fonds vert pour le climat, 2018-2030) est un fonds d'actions à impact de 58 millions de dollars américains qui vise à améliorer les moyens de subsistance et la résilience climatique de 10 millions de personnes au Ghana, au Kenya, au Nigéria et en Ouganda. L'ARAF investit dans des entreprises agroalimentaires en phase de démarrage ou de croissance qui aident les petits exploitants agricoles de ces pays à mieux résister aux changements climatiques.

Avec un investissement initial de 26 millions de dollars américains du Fonds vert pour le climat et parrainé par Acumen, l'ARAF est soutenu par des investisseurs et des bailleurs de fonds. Le Canada est le huitième contributeur au Fonds vert pour le climat, avec une contribution totale de 1,05 milliard de dollars. En 2021, l'ARAF avait bénéficié directement à environ 320 000 agriculteurs, dont 40 % de femmes.

SunCulture, une entreprise kényane spécialisée dans l'irrigation solaire qui vise à améliorer l'accès à l'eau des agriculteurs locaux, est l'une des entreprises qui a bénéficié de l'aide de l'ARAF. Elle utilise la technologie solaire hors réseau pour fournir un accès fiable à l'eau, à l'irrigation, à l'éclairage et à la recharge des téléphones portables. Les pompes à eau de SunCulture permettent aux agriculteurs de cultiver tout au long de l'année, même en cas de sécheresse, et d'augmenter la superficie des terres cultivées. Les pompes améliorent la productivité en éliminant la nécessité de marcher jusqu'à la rivière pour recueillir de l'eau pour les cultures et le bétail, et augmentent les rendements des agriculteurs, ce qui se traduit par une augmentation des revenus, de la sécurité alimentaire et de la résilience aux changements climatiques.

« Depuis que j'ai acheté la pompe de SunCulture, je suis très heureux. Elle m'a énormément aidé à économiser l'argent que j'utilisais pour le carburant, car elle ne nécessite que la lumière du soleil. Maintenant, au lieu d'aller jusqu'à la rivière, je peux aller chercher de l'eau juste devant ma porte », explique une petite exploitante agricole de Nanyuki, au Kenya. Loise récolte les fruits de l'irrigation solaire en passant moins de temps à aller chercher de l'eau et en dépensant moins d'argent en carburant, ce qui se traduit par une plus grande productivité et des rendements plus élevés pour les cultures et le bétail et, au final, par une augmentation des revenus et de la sécurité alimentaire pour sa famille.



Légende : Loise Wangui, une petite exploitante agricole de Nanyuki, au Kenya, s'occupe de ses cultures.
Référence photographique : © Little Big Films / Cesar Lopez Balan, Kenya



Présenter des systèmes aquaponiques innovants aux agriculteurs du Honduras

Le projet [Renforcement du pouvoir des femmes pour l'action pour le climat au Honduras](#) (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, plus de 6,6 millions de dollars, 2018-2024) vise à améliorer la qualité de vie des femmes et des jeunes ruraux et autochtones dont les moyens de subsistance dépendent des ressources forestières. Le projet a aidé 281 personnes (dont 164 femmes) dans 12 municipalités de l'ouest du Honduras à accéder à des technologies agroforestières adaptées au climat.

Doña Sonia est l'une des femmes qui ont bénéficié de ce projet. Elle possède un jardin familial dans lequel on a intégré un système aquaponique, une approche d'agriculture intégrée qui intègre à la fois les poissons et la production biologique de légumes afin de gérer l'eau de manière plus efficace et d'améliorer la résilience des jardins. Le système aquaponique emploie l'eau des poissons comme engrais pour les plantes, tandis que les plantes nettoient l'eau pour les poissons.

« J'ai été formée par les techniciens du projet à la gestion et à l'utilisation de l'aquaponie. Il s'agissait d'un projet pilote et, à partir de là, d'autres ont vu le jour au sein de diverses communautés », explique Sonia.

Dans son petit espace aquaponique, Sonia récolte de la yerba buena, de la coriandre, des blettes, des concombres, des endives et des tomates cerises. Elle vend désormais ses produits biologiques au marché de Gracias, Lempira. Sonia explique que cette méthode agricole réduit le temps que les femmes comme elle consacrent à la culture des produits.

« Nous n'avons pas besoin de nettoyer et de pulvériser des fongicides en permanence. »

En fait, en mettant en œuvre de meilleures méthodes agricoles, le projet a permis à 400 femmes comme Sonia d'économiser 400 heures de travail par an et par ménage.



Légende : Doña Sonia explique aux visiteurs le fonctionnement du système aquaponique de son potager familial. Elle est capable de cultiver des herbes, des légumes et des poissons biologiques en moins de temps et d'augmenter les revenus de sa famille en vendant les produits excédentaires au marché local de Gracias, Lempira.

Référence photographique : © Bureau de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Honduras, Honduras, 2022



En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : Environnement et action pour le climat](#)
- [Rapport annuel du CRDI 2022-2023](#)





Référence photographique : © ONU Femmes Égypte/Mahmoud Abdel Latif, Égypte

Gouvernance inclusive

Objectifs de développement durable



La gouvernance comprend les mécanismes formels et informels qui déterminent la manière dont les décisions sont prises en matière de gestion des affaires publiques dans un pays, influençant les droits des personnes et la prestation de services publics. Pour être inclusive, la gouvernance doit permettre à toutes les personnes, y compris celles qui ont été traditionnellement exclues ou marginalisées – comme les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les populations transitoires et migrantes, et les groupes raciaux, ethniques et religieux – d’influencer les processus politiques et de demander des comptes aux autorités gouvernementales.

Il s’agit d’une question vaste et transversale et, au cours de l’année écoulée, les préoccupations en matière de gouvernance ont explosé sur la scène internationale. Les exemples les plus marquants sont les suivants :

- les défis liés à l’instabilité régionale et aux conflits;
- le déclin de la démocratie;
- l’érosion des protections des droits de la personne et le développement du mouvement anti-genre;
- le risque croissant de crise de la dette dans les pays les plus pauvres;
- la concurrence mondiale sur les règles de la fiscalité internationale, la réglementation de l’intelligence artificielle et l’accès aux minerais essentiels.

Le Canada continue de défendre et de promouvoir la protection des droits de la personne et la gouvernance démocratique inclusive dans ses échanges avec les institutions multilatérales et avec des initiatives telles que le programme d’aide internationale pour les personnes LGBTQ2I, qui vise à améliorer les droits de la personne et l’inclusion socio-économique des populations LGBTQ2I+ dans les pays recevant de l’ADO.

En mettant l’accent sur l’amélioration des capacités et de la responsabilité de l’État, la gouvernance inclusive est essentielle à la réalisation de tous les objectifs de développement durable (ODD).

En 2022-2023, le Canada a investi 485 millions de dollars en aide internationale dans le champ d’action de la **gouvernance inclusive**, dont 444 millions de dollars en aide au développement officielle. Ce champ d’action vise à contribuer à **l’amélioration de l’égalité et de la**



jouissance des droits de la personne pour les personnes les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes, dans les pays où le Canada est présent. Pour ce faire, le Canada a investi dans une série de projets et d'initiatives visant à obtenir des résultats dans le cadre des pistes d'action suivantes :

- promouvoir et protéger les droits de la personne;
- fournir un accès équitable à la justice;
- permettre la participation à la vie publique;
- veiller à ce que les services publics soient au service de tous.

Des exemples de résultats obtenus dans le cadre des pistes d'action susmentionnées sont présentés ci-dessous.

Point de mire sur les réussites

Promouvoir et protéger les droits de la personne

Avec le projet [Canada Monde : Une Voix pour les femmes et les filles](#), mené par Journalistes pour les droits humains, le Canada vise à renforcer les droits fondamentaux des femmes et des filles en République démocratique du Congo, au Kenya, en Tunisie et dans la diaspora syrienne en Türkiye. En apportant un soutien et une formation au secteur des médias, le projet a obtenu des résultats notables en matière d'amélioration et de promotion des droits des femmes et de développement continu des médias. Au Kenya, par exemple, six médias locaux ont adopté des politiques normalisées en matière de harcèlement sexuel et d'action positive. Le projet de loi sur la gestion et le contrôle de la violence sexuelle et fondée sur le genre du comté de Nairobi a été amélioré afin d'étendre la protection à un plus grand nombre de victimes, et quatre établissements universitaires kenyans ont adopté un nouveau programme d'études en journalisme. Le programme d'études fournit aux étudiants en journalisme des connaissances fondamentales sur les droits de la personne, la santé, la sécurité et la protection des journalistes, l'éthique et les reportages sur les droits de la personne, et les reportages tenant compte de l'égalité des genres. En suivant le programme, les étudiants en médias et en journalisme acquerront les connaissances nécessaires pour rendre compte de manière éthique et professionnelle des questions relatives aux droits de la personne.

En outre, en République démocratique du Congo, grâce à ce projet, les frais de justice qui empêchaient les victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre de porter plainte ont été supprimés. Le projet a contribué à l'adoption d'une nouvelle loi électorale en vertu de laquelle les partis politiques qui présentent des listes de candidats composées d'au moins 50 % de femmes seront dispensés de payer les frais de dépôt requis. C'est la première fois qu'une loi électorale en République démocratique du Congo donne explicitement la priorité à l'égalité des genres. Enfin, ce projet a mis en place un réseau de responsables des médias afin d'améliorer la couverture des questions relatives aux femmes dans les médias.

Dans le cadre du Programme de financement du travail, Emploi et Développement social Canada a fourni une aide financière à quatre nouveaux projets pluriannuels d'assistance technique en Malaisie, en Ukraine, au Mexique et en Colombie en 2022-2023. L'objectif général de ces projets est de promouvoir le respect des droits et des principes du travail internationalement reconnus. Au Mexique, par exemple, le projet s'est concentré sur l'amélioration de la qualité des services juridiques mis à la disposition des syndicats pour les aider à remplir leur obligation de garantir la parité entre les sexes. En Malaisie, l'égalité des genres a été prise en compte dans la conception des activités du projet qui visent à fournir une formation en leadership aux femmes syndicalistes. Le projet a également soutenu l'évaluation des services fournis aux victimes du travail forcé et la prise en compte de la dimension du genre dans les politiques de l'emploi.



En Colombie, le projet a conduit ou contribué à la pleine participation d'organisations clés qui défendent l'égalité des genres et les droits des femmes, de sorte que la réforme du travail qui en a résulté devrait respecter les normes et les pratiques internationales en matière d'égalité des genres. Enfin, en Ukraine, le projet a contribué à soutenir les réformes législatives en cours qui ouvrent une fenêtre pour s'attaquer efficacement à l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes.

Collaboration avec des chercheurs pour établir un indice mondial sur l'IA responsable

En décembre 2022, le Centre de recherches pour le développement international et Affaires mondiales Canada ont lancé l'**Indice mondial sur l'intelligence artificielle (IA) responsable**, sous la direction du groupe de réflexion Research ICT Africa, basé en Afrique du Sud. L'indice évalue l'état actuel du développement et de l'utilisation responsables de l'IA dans 120 pays. Elle utilisera ensuite ces renseignements pour suivre les engagements internationaux en matière de promotion des droits de la personne.

En fin de compte, l'indice est conçu pour influencer les politiques et les pratiques nationales en fournissant aux décideurs politiques des données vérifiées de manière indépendante pour les aider à planifier la manière de mieux encourager la responsabilité, d'évaluer l'incidence de l'utilisation de l'IA et d'encourager la coopération régionale et internationale sur les questions d'IA et la réglementation en la matière.

L'indice a été sélectionné pour le programme Scale-up lors du Forum de Paris sur la Paix 2022, et au début du mois de mai 2023, l'indice a été **sélectionné** comme l'une des 100 meilleures solutions pour les ODD par le Centre international de recherche sur l'intelligence artificielle.



Légende : Rachel Adams de Research ICT Africa, responsable de l'Indice mondial sur l'intelligence artificielle (IA) responsable, s'entretient avec Francis Nuwame, animateur d'un atelier sur l'IA responsable organisé en novembre 2022 au Sénégal et soutenu par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada.

Référence photographique : © Research ICT Africa, Sénégal



Assurer un accès équitable à la justice

Grâce au projet [Accessibilité aux services judiciaires en Haïti](#) (plus de 21,6 millions de dollars, 2017-2024), entrepris en partenariat avec Avocats Sans Frontières Canada, le Canada a financé un programme d'aide et d'assistance juridique qui a aidé près de 3 500 personnes vulnérables à défendre leurs droits légaux. À la suite de deux appels déposés avec le soutien de ce programme, 151 personnes, dont 59 femmes, détenues arbitrairement dans la juridiction de Port-au-Prince ont obtenu leur liberté. En outre, face à l'augmentation des détentions préventives abusives, le projet a soutenu une campagne nationale de sensibilisation qui a permis d'informer quelque 18 600 personnes des retombées de la détention préventive abusive sur les femmes et les filles en Haïti au moyen d'émissions de radio, de pièces de théâtre et de la publication de photos, de vidéos, d'affiches et d'articles sur les réseaux de médias sociaux.

Permettre à tous les citoyens de participer à la vie publique

En 2022-2023, le Canada a soutenu le travail de l'[International Foundation for Electoral Systems](#) (IFES) en Ukraine par l'intermédiaire du projet [Garantir un engagement valable par la réforme pour l'égalité des sexes](#) (près de 7 millions de dollars, 2018-2023), qui visait à fournir une stratégie holistique pour aider la société civile, les législateurs, les médias et les institutions gouvernementales et universitaires à mettre en place des réformes qui cultivent la gouvernance inclusive, l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes. Pour répondre aux besoins de l'Ukraine après l'invasion russe, l'IFES soutient les organes de gestion des élections, les institutions publiques et les organisations de la société civile de l'Ukraine afin de répondre aux besoins qui émergent rapidement à la suite de la guerre. Par exemple, la représentation politique des femmes n'a cessé de diminuer, alors que la guerre menée par la Russie continue d'avoir des répercussions négatives sur les femmes et d'autres groupes vulnérables en Ukraine. L'IFES travaille en étroite collaboration avec la Commission électorale centrale de l'Ukraine, les organisations locales de la société civile et les groupes de femmes afin d'élaborer des modifications juridiques concrètes visant à renforcer la participation politique des femmes et des groupes minoritaires.

Grâce à sa contribution financière à ONU Femmes, le Canada a aidé le projet [Renforcement du leadership politique des femmes et de leur prise de décision au Kenya](#) (5 millions de dollars, 2021-2025) pour accroître la participation des femmes aux élections en tant qu'électrices, candidates, administratrices électorales et sympathisantes d'un parti. Grâce aux initiatives de plaidoyer du projet, le Canada a soutenu plus de 1 000 femmes leaders, y compris des jeunes femmes et des femmes handicapées. Cet objectif a été atteint en veillant à ce que les partis politiques kenyans respectent la règle constitutionnelle selon laquelle un maximum de deux tiers des membres des organes électoraux ou de nomination puissent être du même genre.

La violence à l'encontre des femmes dans la vie publique dissuade de nombreuses femmes de se lancer dans la politique au Kenya. Pour remédier à cette situation, le Canada a apporté son soutien à 500 femmes victimes de violences pour leur permettre de participer aux élections. Il s'agissait notamment de fournir une aide juridique, des conseils et des services médicaux, ainsi qu'un soutien policier. Grâce à ces initiatives et à d'autres initiatives financées par le Canada, le taux de femmes candidates aux élections au Kenya est passé de moins de 9 % en 2017 à 12 % en 2022. En outre, 65 % des femmes membres du parlement ont choisi de se représenter aux élections nationales de 2022 au Kenya. L'élection de sept femmes gouverneurs en 2022 (dont les deux premières femmes gouverneurs élues dans deux comtés) a démontré l'importance de soutenir les femmes afin qu'elles puissent briguer des postes de haut niveau et participer aux processus et activités politiques.

Au Liban, des projets tels qu'[Élargir le filet de sécurité sociale](#) (Programme alimentaire mondial, 45,5 millions de dollars, 2020-2025) ont contribué à accroître la participation aux processus démocratiques, à renforcer la responsabilité et la transparence dans la prestation des services publics



et à améliorer l'accès aux services publics, en particulier pour les groupes marginalisés, notamment les femmes, les jeunes et les réfugiés. Ce projet renforce la sécurité alimentaire et l'assistance sociale pour les familles libanaises les plus vulnérables touchées par l'explosion du port de Beyrouth en 2020 et d'autres crises à multiples facettes. Il fournit une assistance technique pour améliorer la gouvernance du programme national libanais de ciblage de la pauvreté en renforçant les critères de sélection, le ciblage, la transparence, le suivi et la responsabilité du programme. Grâce à ce projet, le Canada a joué un rôle de premier plan dans la mise en place d'un filet de sécurité sociale fondé sur un registre social unifié. Ce faisant, l'aide du Canada a permis d'augmenter l'assistance en espèces pour 15 000 ménages dans tout le Liban et continuera d'intégrer des considérations de genre dans la programmation.



Célébrer les progrès des conseils consultatifs de femmes en Irak

Avec le soutien du Canada, le projet [Soutenir la participation des conseils consultatifs de femmes au niveau de la gouvernance locale](#) (plus de 5,1 millions de dollars, 2018-2022) a réuni des conseils consultatifs de femmes dans les cinq provinces les plus touchées par l'État islamique en Irak – Al-Anbar, Diyala, Kirkuk, Nineve et Salah ad-Din – dans le but d'accroître la participation des femmes à la gouvernance locale. Les conseils consultatifs de femmes cherchent à accroître la participation des femmes à la gouvernance locale et à s'engager avec les décideurs locaux pour faire avancer les projets et les politiques qui sont importants pour les femmes, les filles et tous les Irakiens dans leurs communautés.

À l'instar des organisations de défense des droits des femmes, les conseils consultatifs de femmes cherchent à accroître la participation des femmes à la gouvernance locale et à s'engager auprès des responsables locaux pour améliorer le quotidien des personnes vivant dans des situations de vulnérabilité.

Plus de 100 membres des conseils consultatifs de femmes se sont réunis pour une conférence de célébration à Erbil afin de discuter des progrès réalisés dans le cadre de projets communautaires tels que la réhabilitation de parcs, l'amélioration de l'accessibilité des bâtiments publics et l'organisation de concours artistiques visant à sensibiliser le public aux questions qui touchent les femmes et les jeunes filles. Les 190 initiatives locales du groupe ont été partagées avec des responsables gouvernementaux, des membres du parlement, des représentants de gouvernements étrangers et des organisations à but non lucratif locales et internationales.

Un conseil consultatif de femmes a fait une présentation qui a eu un effet particulièrement important et qui a montré ce qui peut être accompli lorsque les femmes travaillent ensemble. Pour la présentation, un groupe de femmes d'origines diverses s'est assis sur le sol en tenant des pancartes représentant les problèmes auxquels elles sont confrontées, tandis qu'une femme est entrée dans la salle en portant le drapeau irakien et en tenant une bannière avec le logo des conseils consultatifs de femmes. Elle a ensuite tendu la main à chacune des autres femmes pour les aider à se lever alors qu'elles déposaient leurs pancartes; à la fin, les femmes se tenaient toutes ensemble, symbolisant l'éradication des problèmes grâce aux efforts collectifs des conseils consultatifs de femmes.



Légende : Les membres de conseils consultatifs de femmes et leurs invités se sont réunis pour un atelier de formation politique et de plaidoyer à Erbil afin de célébrer leurs progrès et d'échanger des idées pour renforcer l'influence des femmes dans l'élaboration des politiques.

Texte alt. : Un groupe de femmes, dont les premières sont assises et les autres, debout, présentent leurs certificats.

Référence photographique : National Democratic Institute, Irak, 2022



Veiller à ce que les services publics fonctionnent pour tous

En 2022-2023, le Canada a continué à soutenir le gouvernement de la Mongolie dans la mise en œuvre de réformes visant à créer une fonction publique plus professionnelle et fondée sur le mérite, et à améliorer l'égalité des genres dans l'administration publique. Le projet [Vers une fonction publique professionnelle et centrée sur les citoyens en Mongolie](#) (PNUD, 7 millions de dollars, 2018-2022) a aidé les ministères nouvellement créés à adopter des descriptions de postes axées sur les résultats et les compétences. Le projet a contribué à l'élaboration d'un cadre de compétences pour les employés de l'administration publique et a testé des méthodes et des outils pour appliquer ce cadre aux fonctions de ressources humaines, ce qui sera important pour cultiver une fonction publique fondée sur le mérite. Le projet a également organisé une formation en ressources humaines pour plus de 2 500 praticiens des ressources humaines et hauts fonctionnaires.

En tant que membre de l'Union postale universelle (UPU), Postes Canada contribue à soutenir les programmes de coopération technique de l'UPU. Ces programmes contribuent à réduire la fracture postale entre les pays industrialisés et les pays en développement. Entre autres objectifs, cette aide soutient la mise en œuvre de plans de réforme postale basés sur des analyses nationales, la formation et l'achat d'équipements. Entre avril 2022 et décembre 2022, Postes Canada a versé près de 2 488 968 \$ en cotisations à l'UPU et 42 119 \$ en contributions au Fonds pour l'amélioration de la qualité de service de l'UPU.

Reconnaissant qu'une capacité fiscale renforcée contribue à améliorer les résultats de la planification stratégique du gouvernement et de la mise en œuvre de programmes inclusifs, l'Agence du revenu du Canada (ARC) participe aux efforts visant à améliorer l'efficacité des administrations des pays partenaires. En 2022-2023, l'ARC a soutenu les efforts visant à relever les défis fiscaux internationaux par l'intermédiaire d'Inspecteurs des impôts sans frontières, un projet conjoint de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et du PNUD. Par exemple, l'ARC a fourni une assistance spécialisée en matière d'évaluation des risques, d'audit et de techniques de prix de transfert liées à la fiscalité de l'industrie forestière en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) et de l'industrie minière en Guinée. Avec l'aide de l'ARC, la Commission sur les revenus internes de la PNG a lancé trois dossiers d'audit axés sur les prix de transfert dans le secteur forestier.

En 2022-2023, la Commission de la fonction publique du Canada (CFP) a travaillé avec des représentants d'organisations de la fonction publique au Ghana, en Mongolie et au Pérou afin d'améliorer leur compréhension de l'égalité des genres, du recrutement et de l'embauche de fonctionnaires, des services et programmes de recrutement, de l'évaluation du personnel, de la modernisation et de la surveillance. Dans le cadre d'une initiative financée par la Banque mondiale, la CFP a travaillé avec la Commission des services publics du Ghana dans le cadre d'un projet visant à améliorer son efficacité et sa responsabilité dans la prestation de services publics vitaux. Dans le cadre d'une relation de longue date avec la Mongolie, la CFP a entamé des discussions en vue de fournir éventuellement des conseils et une expertise pour aider ce pays à réformer sa législation sur la fonction publique. La CFP participe également au projet de modernisation de la fonction publique péruvienne afin de soutenir les efforts déployés par l'Autorité nationale de la fonction publique du pays pour améliorer la fonction publique. Grâce à ce projet, la CFP fournira une expertise technique sur le renforcement des capacités, le recrutement des jeunes et l'égalité des genres dans la fonction publique.



Renforcer l'éthique et l'intégrité de la fonction publique de l'Afrique du Sud

Grâce au projet [Renforcer l'éthique et l'intégrité en Afrique du Sud](#) (Cowater International Inc., plus de 5,9 millions de dollars, 2018-2025), le Canada a contribué à renforcer la capacité du [ministère des Services publics et de l'Administration de l'Afrique du Sud \(DPSA\)](#) à fournir au public des services tenant compte des sexospécificités. Ce soutien a permis au ministère de fournir une formation et une assistance technique en matière d'éthique et d'intégrité à plus de 300 personnes au sein de 22 ministères aux niveaux national et provincial.

Le projet a également soutenu la conception et l'opérationnalisation d'une nouvelle unité spécialisée : l'Unité d'éthique, d'intégrité et de gestion de l'administration publique (PAEIMU). Cowater International pilote actuellement des initiatives avec le DPSA et la PAEIMU pour traiter des questions telles que l'extorsion sexuelle et le harcèlement sexuel dans la fonction publique.

Par exemple, pendant le Mois national de la femme de l'Afrique du Sud, le projet Renforcer l'éthique et l'intégrité en Afrique du Sud a organisé une séance de formation sur le harcèlement sexuel sur le lieu de travail à laquelle ont participé des fonctionnaires des provinces de Gauteng, du Cap-Oriental et du Cap-Occidental.

La formation a déjà renforcé la capacité de l'Afrique du Sud à traiter et à gérer le harcèlement sexuel sur le lieu de travail, et vise à créer un environnement de travail exempt de harcèlement sexuel, de faveurs, d'intimidation et de victimisation.



Légende : Mme Musawenkosi Tshuma (à l'extrême gauche), agente de projet des Affaires mondiales du Canada, accompagnée des représentants de Cowater International, du DPSA et du gouvernement du Cap-Occidental au Cap.

Référence photographique : © DPSA / M. Khuliso Dzhivhuho, Afrique du Sud, 2022



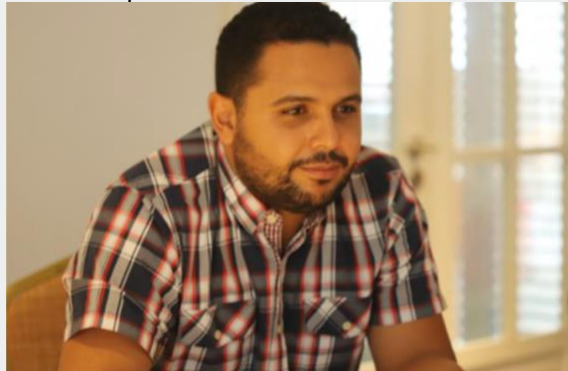
Aider les communes tunisiennes à préparer des plans d'investissement annuels tenant compte de la dimension de genre

Pour les communes tunisiennes, les plans annuels d'investissement (PAI) sont un exercice obligatoire lors duquel elles décident de l'affectation des fonds qui leur ont été accordés par l'administration centrale. Les communes disposent d'une certaine marge de manœuvre pour financer les projets présentés par la communauté. En 2022-2023, le projet [Programme pour un leadership municipal inclusif des femmes en Tunisie](#) financé par le Canada (près de 6,9 millions de dollars, 2018-2022) a soutenu cinq communes partenaires dans cet exercice afin de les encourager à préparer des PAI plus inclusifs.

« J'ai appris comment sont réalisées les études techniques des projets proposés par les citoyens, comment les cataloguer, comment réaliser une étude de faisabilité et comment planifier des horaires pour estimer la réalisation », explique Radhouen Harbaoui, secrétaire général de la commune de Sidi Bourouis. « En termes de communication, j'ai appris à convaincre les citoyens de participer au processus de planification et à les informer du rôle des diagnostics techniques et financiers dans la détermination des projets proposés par la population. »

Le projet a non seulement aidé les communes à décider de l'affectation des fonds et de l'élaboration des PAI, mais il les a également encouragées à réfléchir à la manière de le faire en tenant davantage compte de la dimension de genre.

« Nous avons appris à prendre en compte la dimension de genre tout au long du processus en utilisant un langage plus inclusif et en développant des activités de communication ciblant précisément les femmes », explique M. Harbaoui. « Les effets positifs de ce soutien du Programme pour un leadership municipal inclusif des femmes en Tunisie se font sentir même au niveau de l'opinion publique et dans les municipalités voisines. »



Légende : Radhouen Harbaoui, secrétaire général de la commune de Sidi Bourouis, Siliana, Tunisie.
Texte alt. : Homme assis, excentré, regardant vers la droite, portant une chemise boutonnée à carreaux noirs, blancs et rouges à manches courtes.
Référence photographique : © Fédération canadienne des municipalités (FCM), Tunisie

En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : Gouvernance inclusive](#)





Référence photographique : © GRC, Mali

Paix et sécurité

Objectifs de développement durable



Dans le cadre de ses programmes d'aide internationale à la paix et à la sécurité, le Canada apporte un soutien tenant compte de la dimension du genre pour relever les défis mondiaux en matière de paix et de sécurité. Compte tenu de la fragilité et de l'instabilité croissantes dans le monde, ce qui se traduit par des conflits de plus en plus violents, des migrations irrégulières et le terrorisme, il est plus que jamais essentiel que le Canada poursuive ses efforts en faveur de la paix et de la sécurité. Qu'il s'agisse de répondre à l'agression et à l'occupation illégale de l'Ukraine par la Russie ou de faire face aux menaces à la sécurité en Haïti, le Canada déploie des efforts durables et efficaces pour soutenir la paix et la sécurité dans le monde. Il est également nécessaire de renforcer les capacités à traiter les questions transversales émergentes en matière de paix et de sécurité. Le nouveau Centre d'excellence de l'OTAN pour le changement climatique et la sécurité (CEOCCS) que le Canada accueille à Montréal pourrait contribuer à cette capacité lorsqu'il sera pleinement doté en personnel et opérationnel à la fin de l'année 2024.

En 2022-2023, le Canada a investi 307 millions de dollars dans l'aide internationale à la [paix et la sécurité](#), dont 219 millions de dollars d'aide au développement officielle. Ce champ d'action vise à contribuer à **l'amélioration de la paix et de la sécurité pour les Canadiens et pour les plus pauvres, les plus marginalisés et les plus vulnérables, en particulier les femmes et les filles**, dans les contextes fragiles et touchés par les conflits et dans les situations où le Canada est actif. Pour ce faire, le Canada a investi dans une série de programmes qui visent à obtenir des résultats dans le cadre des pistes d'action suivantes :

- faire face aux conflits violents et à la fragilité;
- réformer les systèmes de sécurité et réduire les menaces qui pèsent sur la sécurité;
- renforcer les efforts des organisations internationales en matière de paix et de sécurité.

L'objectif du Canada dans la première piste d'action est de prévenir et de stabiliser les situations de conflit en se concentrant sur l'inclusion politique, la sécurité, la justice et le respect des droits de la personne pour répondre aux griefs des groupes et aux inégalités horizontales dans les situations de tensions croissantes, de conflits violents et de transitions vers la paix et la stabilité. Pour la deuxième piste d'action, l'objectif du Canada est de cibler spécifiquement les menaces à la sécurité et de soutenir l'amélioration des systèmes de sécurité dans les pays partenaires en adoptant une approche sexospécifique pour répondre aux défis en matière de sécurité. Il s'agit de faire face à certaines menaces pour la sécurité, telles que la criminalité organisée, la prolifération des armes, le terrorisme et la cyberviolence, qui contribuent fréquemment aux conflits et à la violence. Pour la troisième piste



d'action, l'objectif du Canada est de renforcer le système multilatéral afin de prévenir les conflits violents, les menaces à la sécurité, l'insécurité et la fragilité, d'atténuer ces situations et d'y répondre plus efficacement.

Des exemples de résultats obtenus dans le cadre des pistes d'action susmentionnées sont présentés dans la section « Point de mire sur les réussites » ci-dessous. Ces résultats sont obtenus grâce aux programmes suivants :

- [Programme pour la stabilisation et les opérations de paix](#)
- Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion
- [Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité](#)
- [Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes](#)
- [Programme de réduction de la menace liée aux armes](#)

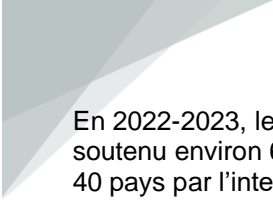
Point de mire sur les réussites

Faire face aux conflits violents et à la fragilité dans le monde entier

Grâce au projet [Soutien au processus de paix au Mozambique](#) (Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, 1,5 million de dollars, 2022-2023) du Canada, des progrès importants ont été obtenus en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans le pays et tous des éléments clés de l'accord de paix signé à Maputo en 2019 et des efforts du Mozambique pour mettre fin à des décennies de conflit par la réconciliation nationale. En 2022-2023, les activités du projet ont conduit à la fermeture de quatre bases militaires supplémentaires et à la démobilisation de quelque 1 600 anciens combattants. À la fin du mois de mars 2023, le Canada aura contribué à la fermeture de 15 bases militaires sur un total de 16 et à la démobilisation de près de 4 900 anciens combattants. Le projet a également permis d'établir des zones de rassemblement pour fournir aux anciens combattants des trousseaux de réinsertion comprenant du matériel de logement, d'agriculture et d'hygiène, ainsi que des vêtements. Tous les anciens combattants ont reçu une allocation d'un an pour faciliter leur transition vers la vie civile. En outre, le projet a mené d'autres missions de surveillance des bases fermées et n'a trouvé aucune preuve de reprise des activités dans les deux bases visitées. Grâce à ce projet, le Canada, les Nations Unies et le Secrétariat du processus de paix ont soutenu le Mozambique dans sa quête d'une paix définitive et d'une réconciliation nationale.

En Colombie, le soutien du Canada (plus de 4,7 millions de dollars, 2018-2023) au projet [Femmes de courage : Femmes, paix et sécurité](#) de KAIROS a permis de réduire les conflits internes liés aux ressources naturelles dans la région de Magdalena Medio en travaillant avec des défenseuses des droits de la personne et des organisations de défense des droits des femmes. Par exemple, grâce au soutien du projet, le nombre de femmes victimes ou survivantes de violations des droits de la personne qui ont participé aux processus de paix a augmenté de manière significative, passant de 44 % en 2018-2019 à 93 % en 2022-2023. Le projet forme les femmes à s'engager sur des questions clés, à protéger l'environnement, à faire face aux retombées sur le climat et à construire la paix dans la région de Magdalena Medio, qui est riche en ressources naturelles et constitue un point focal pour les conflits internes. Le projet a préparé les femmes bâtisseuses de paix et les défenseurs des terres à s'exprimer sur la justice climatique lors de la COP27 en Égypte en novembre 2022. En outre, le partenaire colombien dirigé par des femmes, Organización Femenina Popular, a été sélectionné par Affaires mondiales Canada comme lauréat du [Prix du leadership de la société civile pour les femmes, la paix et la sécurité](#) en 2022 pour son programme Guardianas de la Vida (gardiennes de la vie et de la nature).





En 2022-2023, le Canada a soutenu environ 65 projets dans 40 pays par l'intermédiaire du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL). De nombreux projets ont été mis en œuvre par des organisations locales afin de promouvoir une consolidation de la paix inclusive et respectueuse de l'égalité des genres dans des contextes fragiles et touchés par des conflits.

Par exemple, grâce au [financement](#) du FCIL (près de 42 000 dollars, 2022-2023), la sensibilisation des journalistes syriens au rôle puissant que le journalisme éthique peut jouer dans le renforcement de la paix civile a été encouragée par des ateliers auxquels ont participé 98 professionnels syriens, dont 43 % de femmes. Les participants ont acquis une meilleure compréhension de leurs responsabilités éthiques dans la couverture médiatique, en particulier lors de la couverture des conflits et de l'établissement de la paix. En participant à ces activités, les journalistes et les militants ont contribué à consolider le journalisme éthique dans les médias syriens et à renforcer le discours positif des médias qui appellent à la coexistence pacifique et à l'éloignement de la haine et de la discrimination. Grâce à des projets tels que celui-ci, le FCIL a contribué à renforcer la capacité des organisations locales et des personnes à ramener la paix dans des contextes fragiles et touchés par des conflits.

En 2022-2023, le projet [Fonds de partenariat pour une Ukraine résiliente](#) (Foreign and Commonwealth Office, 15 millions de dollars, 2021-2026), soutenu par le Canada et d'autres donateurs, a joué un rôle crucial dans la réponse à la guerre d'agression de la Russie en Ukraine. En s'engageant auprès de 51 communautés en Ukraine, le projet s'est concentré sur la réparation et la restauration de 25 bâtiments publics endommagés par la guerre, y compris des hôpitaux, des écoles et des infrastructures communautaires. Grâce à cet appui, des enfants ont pu retourner à l'école, des patients ont reçu des soins médicaux vitaux et des centres culturels sont devenus des pôles de mobilisation communautaire. Le projet a permis aux autorités locales de fournir des services essentiels à ces communautés, ce qui a considérablement amélioré leur résilience et leur rétablissement.

Dans le cadre du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOP), le Canada et Alinea International Ltd. ont contribué (plus de 9,7 millions de dollars, 2019-2023) au projet [Soutien au projet canadien pour le développement de la police ukrainienne](#) qui a été élargi pour renforcer l'appui à la réforme de la police que le Canada fournit à l'Ukraine depuis 2016 : perfectionnement professionnel, renforcement de la confiance dans la police et promotion du rôle des femmes dans les forces de l'ordre. Ce projet a contribué au fonctionnement et à l'expansion des programmes de formation dans trois écoles de police, y compris l'apprentissage à distance, la formation basée sur des scénarios et l'intégration des stratégies de genre dans les opérations pratiques. Elle a soutenu la défense de l'égalité des genres dans les opérations policières et la promotion des femmes dirigeantes en assurant la viabilité de l'Association ukrainienne des femmes policières en tant que réseau professionnel comptant des centaines de membres. Le projet a également permis de créer une stratégie nationale en matière de santé psychologique et un réseau de pairs praticiens de la santé psychologique dans la police, qui continuent d'apporter leur soutien aux agents de première ligne. De plus, il a amélioré la compréhension et le rôle de la police dans sa réponse aux incidents de violence domestique en élaborant des ressources d'apprentissage et en renforçant la capacité de la police à travailler avec les parties prenantes locales (refuges, services sociaux, conseillers juridiques, etc.) dans le cadre de la lutte contre la violence domestique.

En réponse aux attaques de la Russie contre les installations nucléaires ukrainiennes, le Programme de réduction de la menace liée aux armes du Canada a financé (2 millions de dollars, 2022-2024) le projet [Renforcement de la sécurité, de la sûreté et des garanties nucléaires en Ukraine](#) par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ce soutien a renforcé l'efficacité des régulateurs et exploitants ukrainiens en matière de protection des sites nucléaires dans le pays en fournissant une expertise technique et des équipements pour réduire les menaces de sécurité, en particulier à la centrale nucléaire de Zaporijia, qui est occupée par les Russes.

Dans le cadre de la coopération du Canada par l'intermédiaire du mécanisme de réaction rapide du G7, le Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion a financé (785 000 dollars, 2022-2023) la [Fondation Carnegie pour la paix internationale](#) afin de lancer le projet Info Integrity Ukraine. Il s'agit d'un réseau de réponse à la crise multipartite composé de gouvernements du G7, de plateformes de médias sociaux et d'organisations de la société civile qui vise à soutenir l'intégrité de l'environnement informationnel ukrainien face à la guerre de l'information sans précédent menée par la Russie. Le projet a déterminé 27 solutions (plus du double de l'objectif) aux problèmes rencontrés dans la lutte contre la désinformation, notamment aux moyens d'une meilleure surveillance de l'influence, de l'éducation aux médias, de la mise en réseau internationale et du partage des connaissances, ainsi que de la mise à disposition d'outils en ligne. Le réseau compte aujourd'hui 70 représentants de 49 organisations en Ukraine et dans le monde.

Réformer les systèmes de sécurité et réduire les menaces qui pèsent sur la sécurité

Grâce au financement canadien, des organisations de la société civile luttent contre l'impunité et la corruption liées à la violence fondée sur le genre et à la discrimination. En 2022-2023, près de 12 500 personnes, dont près de 9 000 femmes, ont bénéficié d'une formation et d'une éducation juridique publique sur les droits de la personne et l'égalité des genres dans le cadre de cliniques juridiques mobiles.

Le Canada a financé le projet [Appui à la justice et à la paix au Mali](#) (16,1 millions de dollars, 2021-2025) en partenariat avec Avocats Sans Frontières Canada. Le projet vise à renforcer les capacités des femmes, des filles et d'autres personnes vivant dans des situations vulnérables en leur permettant d'accéder au système judiciaire, de défendre leurs droits de la personne et de participer aux processus de réconciliation nationale, de construction et de consolidation de la paix. Grâce à ce projet, 12 cas de violations des droits de la

personne ont été portés devant les tribunaux maliens et d'autres instances internationales. L'appui du Canada a également joué un rôle important dans le succès de la Commission vérité, justice et réconciliation du Mali, et a contribué à la rédaction de deux chapitres sur la violence fondée sur le genre dans son rapport final, qui intègre des éléments issus de la participation des victimes à la quatrième audience publique de la Commission. Le soutien financier du Canada à la Cour pénale internationale pour l'administration du Fonds au profit des victimes au Mali a également contribué à la reconnaissance officielle des préjudices particuliers subis par les femmes qui se sont ainsi vu accorder le même droit que les hommes à bénéficier de mesures de réparation.

Le [PSOP](#) du Canada, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a financé le projet [Soutenir et renforcer la création de la Police nationale des frontières haïtiennes](#) (6,9 millions de dollars, 2017-2023), qui a contribué aux efforts d'Haïti pour renforcer son secteur de la sécurité, à savoir la Police nationale haïtienne (PNH), et réduire la violence communautaire dans les communautés haïtiennes vulnérables. Cet effort incluait les trois éléments suivants : le soutien à l'application de la sécurité frontalière par la PNH et la gestion du flux de migrants traversant les frontières terrestres, le soutien à la PNH pour augmenter le nombre de femmes policières dans ses rangs et les moyens de lutter contre la violence des jeunes en Haïti en engageant et en permettant aux jeunes et jeunes adultes de se faire entendre dans le processus décisionnel communautaire.

En Irak, le [PSOP](#), en partenariat avec l'OIM, a soutenu le projet [Service de police communautaire dans les zones libérées en Irak](#) (9 millions de dollars, 2018-2023) en finançant une série d'activités visant à rétablir la confiance entre les responsables policiers et les communautés dans les gouvernorats d'Al-Anbar, de Diyala et de Ninive. Ce projet a renforcé les capacités des responsables policiers à s'associer avec les communautés pour traiter les questions de sécurité telles que la police sensible au genre, les mesures de lutte contre la traite des êtres humains et la gestion intégrée des frontières. Dans les



communautés ciblées, 97 % des membres des communautés (dont 30,1 % de femmes et 65,7 % de jeunes) et 100 % des responsables policiers ont fait état d'une amélioration substantielle de la confiance et de la perception de la sécurité, dépassant ainsi l'objectif initial de 30 %. Dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes, et en partenariat avec l'ONU et le gouvernement irakien, le Canada a également soutenu la Stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent propice au terrorisme du gouvernement irakien (5,1 millions de dollars, 2022-2024) afin d'établir un mécanisme de coordination pour le rapatriement des ressortissants irakiens du nord-est de la Syrie. En 2022-2023, le [projet](#) a atteint avec succès ses objectifs annuels, 70 % des parties prenantes faisant état d'une meilleure connaissance et d'une meilleure compréhension de la manière de mettre en œuvre la stratégie du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent dans les communautés à risque, ainsi que d'une meilleure sensibilisation à l'intégration de la dimension du genre dans la programmation du Plan d'action. Cette occasion d'apprentissage a permis de renforcer la stabilité et la sécurité en Irak tout en réduisant le risque de recrudescence de l'extrémisme violent.

En 2022-2023, le Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité du Canada (PARCLC) a soutenu Avocats sans Frontières en finançant le projet [Renforcement des capacités des institutions engagées dans la lutte contre la traite des êtres humains](#) (1,1 million de dollars, 2020-2022) pour améliorer la protection des victimes de la traite des êtres humains en Colombie, avec un accent particulier sur les femmes, les enfants et les membres des communautés 2ELGBTQI+. Cette collaboration a abouti à l'adoption de quatre nouvelles pratiques sensibles à la dimension du genre qui s'alignent sur les normes internationales. Ce projet incluait notamment l'organisation d'ateliers de formation sur la prise en charge efficace et sexospécifique des victimes directes et indirectes de la traite des êtres humains à l'intention des fonctionnaires chargés de leur venir en aide, ainsi que de mettre en œuvre de nouvelles pratiques au sein de la Defensoría del Pueblo qui sont conformes aux normes internationales et à une approche sexospécifique de la lutte contre la traite des êtres humains en Colombie. En outre, 94 % des fonctionnaires de la Defensoría reconnaissent désormais l'importance de la lutte contre la traite des êtres humains. Plus particulièrement, 85 % des institutions gouvernementales et des organisations de la société civile (OSC) ont fait état d'améliorations significatives dans la protection des droits des victimes, ce qui dépasse l'objectif initial de 75 %. 86 % des participants à l'enquête ont également noté des améliorations substantielles dans les réponses institutionnelles, en particulier celles liées à l'analyse de genre pour la prévention et la poursuite de la traite des êtres humains (les répondants à l'enquête comprenaient des fonctionnaires et des représentants d'OSC).

En 2022-2023, les Forces armées canadiennes (FAC) ont maintenu leur contribution au Bureau du coordonnateur à la sécurité des États-Unis (USSC) pour Israël et l'Autorité palestinienne (AP) par l'intermédiaire de l'Opération PROTEUS. L'USSC a été créé en 2005 avec pour mandat de soutenir la coordination israélo-palestinienne en matière de sécurité et de diriger l'assistance internationale pour la réforme du secteur de la sécurité et le renforcement des capacités de l'AP. En 2022-2023, le Canada est demeuré le pays qui contribue le plus à l'USSC en envoyant 21 membres des FAC, trois policiers canadiens, un membre civil canadien qui travaille au sein de la Direction de l'application de la loi, un agent des douanes et du contrôle des frontières et un conseiller juridique. L'Opération PROTEUS a encouragé la réforme institutionnelle au sein des Forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (FSAP), a donné des pouvoirs au ministère de l'Intérieur et a facilité la coordination entre les FSAP et les services de sécurité israéliens. En 2022-2023, l'Opération PROTEUS s'est concentrée plus spécifiquement sur le renforcement des capacités opérationnelles de diverses forces de sécurité et d'intervention d'urgence de l'AP, en mettant l'accent sur les communications (renforcement des capacités radio), la logistique (réformes des ressources humaines), la police (police communautaire), la police des douanes et les cadres juridiques (pension). On a également mis l'accent sur la collaboration avec Affaires mondiales Canada afin d'améliorer l'alignement des programmes du gouvernement du Canada dans la région. La contribution du Canada à l'USSC soutient la capacité des FSAP à établir et à maintenir la paix et la sécurité, ce qui est une condition préalable pour permettre un développement durable qui pourrait inclure la participation des femmes.



Dans le cadre de l'Arrangement sur la police civile canadienne, l'an dernier, le Programme d'opérations policières internationales de paix et de maintien de la paix de la GRC a déployé plus de 60 policiers canadiens dans neuf missions internationales réparties dans 11 pays. Ce personnel canadien a directement soutenu les efforts de prévention, de traitement, d'enquête et de poursuite des violences sexuelles et fondées sur le genre. Par exemple, le personnel canadien déployé au sein de l'équipe de police spécialisée dans la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre au sein de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo a soutenu les efforts de la police locale pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre au sein des populations vulnérables. En outre, des policiers canadiens déployés auprès du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti ont fourni un encadrement et des conseils stratégiques sur l'intégration de la dimension du genre et la violence sexuelle et fondée sur le genre aux cadres supérieurs et intermédiaires de la PNH.

Renforcer les efforts des organisations internationales en matière de paix et de sécurité

L'initiative Elsie a été lancée par le Canada en 2017 pour accroître la participation concrète des femmes aux opérations de paix de l'ONU. En tant que coprésident de l'initiative et principal donateur, le Canada a continué à soutenir le Fonds de l'Initiative Elsie pour les femmes en uniforme dans les opérations de paix en 2022-2023. Il s'agissait notamment d'offrir des incitations financières aux pays qui fournissaient des troupes et des unités de police comportant un pourcentage élevé de femmes dans des rôles importants sur le plan opérationnel. Par exemple, en août 2022, la police nationale sénégalaise a déployé une unité composée d'hommes et de femmes au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali. De plus, en septembre 2022, les Forces armées du Ghana ont déployé une unité composée d'hommes et de femmes au sein de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban. Les deux unités comprenaient une représentation substantielle de femmes dans l'ensemble, y compris aux postes de direction.

En 2022-2023, le Canada a poursuivi son plaidoyer en faveur de l'intégration des Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats dans l'ensemble des politiques et du matériel de formation des Nations Unies. Ce travail de sensibilisation a abouti à la révision du *Manuel à l'intention du personnel chargé de la protection de l'enfance dans les opérations de paix des Nations Unies*, qui comprend de nouvelles directives à l'intention des commandants des forces sur la protection de l'enfance et les indicateurs d'alerte précoce.

Cette ressource permet de renforcer la capacité du personnel de protection de l'enfance à assumer sa seule responsabilité de protection et de promotion des droits des enfants dans les conflits armés.



Renforcer les capacités mondiales de protection et d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains

Grâce à ses nombreuses formations, le PARCLC du Canada a renforcé les compétences et les connaissances des personnes chargées de la protection et de l'assistance aux victimes de la traite des êtres humains, en particulier les femmes, les filles et les membres des communautés 2ELGBTQI+, dans le cadre du projet [Renforcement des capacités des institutions engagées dans la lutte contre la traite des êtres humains](#).

En 2022-2023, un total de 554 fonctionnaires et représentants d'OSC ont été formés sur la manière de mieux soutenir les victimes, dépassant largement l'objectif de 70. Un peu moins de la moitié des participants ont été évalués avant et après la formation à l'aide de questionnaires d'évaluation afin de déterminer leurs connaissances en matière de protection et d'assistance aux victimes. Les résultats ont montré que 145 participants (92 femmes, deux personnes non binaires et 51 hommes) sur les 221 évalués ont acquis de nouvelles connaissances sur le sujet, dépassant de loin l'objectif de 40 personnes.

Les fonctionnaires ont également reçu une formation sur la manière d'apporter un soutien efficace et fondé sur le genre, aux victimes directes et indirectes de la traite des êtres humains. Il s'est avéré que nombre d'entre eux n'avaient jamais reçu de formation dans ce domaine.



Légende : Formation pour les fonctionnaires, Cartagena, Colombie, 22 et 23 août 2022.
Référence photographique : © Avocats sans frontières Canada, 2022

En savoir plus sur ce thème

- [Politique de champ d'action : Paix et sécurité](#)

